

Alfred Gilder

La France à vau-l'eau
De Mai 68 à aujourd'hui

Éditions Glyphe

*Si le monde qui nous est donné doit être tragique,
c'est à vous d'en assumer la tragédie ;
et s'il doit devenir un monde dérisoire,
c'est à vous de lui arracher sa dérision.*

André Malraux

*Il faut penser d'une façon intrépide,
et du moment que l'on pense de façon intrépide,
on ne saurait plus être politiquement orthodoxe.*

Georges Orwell

O temps, o mœurs !

Homme de peu, j'écris des Mémoires... de guère.
Blague à part, c'est d'un temps dérisoire dont je
vais parler. Un temps dément aussi.

Voici de quoi il retourne : d'un temps lointain et
pourtant si proche ; un temps heureux comme la
France, à mon avis, n'en a jamais connu de meilleur,
entaché cependant d'un événement dont j'ai hâte de
vous entretenir.

Mais avant d'abord ce dont il est question, je
recommande aux bien-pensants aux intellos des Deux
Magots comme aux gauchistes de tous poils d'éviter de
lire les pages qui suivent ; elles sont moralement,
intellectuellement, psychiquement et politiquement
plus qu'incorrectes, carrément intolérables. À bons
entendeurs, salut ! Et allons-y !

Sommaire

Une farce sinistre	page
Plus ça va, moins ça va	page
En avant !	page
L'appel du gaullisme	page

Une farce sinistre

La fête est chez nous une institution permanente, multiforme, sacrée. Au pays des 35 heures et des RTT, où l'on bosse le moins en Europe, en ce pays de cocagne et de revendications incessantes, les travailleurs profitent de 11 jours chômés, payés, allongés s'il y a un pont. Ça ne suffit pas pour le parti socialiste, qui réclame la semaine de 4 jours, pour les Insoumis aussi, qui en veulent 8 de plus. Au concours de la démagogie militante, la cheftaine des écolos gagne le gros lot : elle propose un congé climatique de 5 jours, ex æquo avec la CGT qui exige un 12ème jour férié et rémunéré, le 8 mars, prélude manquant au 8 mai. Ah ! ce joli mois de mai troué comme un emmental et où l'on gambade de ponts en viaducs. Tous donneraient raison à Henri Savador qui chantait : « le travail, c'est la santé ; ne rien faire, c'est la conserver ».

Pour se remettre du labeur, les forcenés de la compétitivité comme les prisonniers du boulot, toute la France laborieuse ou présumée telle, bénéficie en non seulement des repos réglementaires salutaires, et des

jours de grève, mais aussi, grand bien nous fasse, d'un tas de festivités locales. Elles remplacent les fêtes religieuses de jadis, celles des saints patrons ou les pardons de Bretagne. On jouit ainsi de la fête des vendanges et de l'arrivée du beaujolais en gare de Lyon. S'y ajoutent la 597^e édition (en 2026) des fêtes johanniques à Orléans et la fête votive des Saintes Maries de la Mer, le Corso fleuri de Nice, le Festival de Carcassonne, et aussi la féria de Nîmes, le Chipiron de Hendaye, la Peñas de Bayonne, la Bandas de Condom, la braderie moules-frites de Lille, le citron en fête à Menton et les gardians à cheval en Arles, les fest-noz de Bretagne et l'antique ducasse de Douai, et j'oublie bien d'autres fiestas ou bamboulas, dont les Nuit blanches qui donnent des couleurs à Paris.

On jouit aussi, heureux que nous sommes, de la fête cacophonique de la musique et de celle supposée conviviale des voisins — que deviendrait-on sans elles ? — plus, il est hors de question de les oublier, les très déférentes fêtes des mères, des pères, des mamies, des papis, des célibataires, des amoureux honorés à la Saint Valentin, la fête des cocus étant permanente, plus, bien sûr, le Mardi gras, Halloween, la Techno Parade et la *Gay Pride*, À quand, crénom de nom, la fête de la fête, qui honorerait tous ces bienfaits de la Providence ? Il y a en prime, les nombres Journées nationales ou internationales de ceci ou de cela, à fêter comme il se

doit. Événementiel permanent et com' à outrance aidant, créera-t-on aussi la Journée de toutes ces Journées ?

Mais ce n'est pas tout. Nos dirigeants aiment les anniversaires publics, les défilés ou les jubilés, les célébrations, les commémorations, avec leurs dépôts de gerbes, autant de bonnes occasions à l'ère de l'événementiel-roi et de la com' à outrance, de prononcer des discours solennels, pompeux ou grandiloquents, que l'on écoute religieusement et que l'on supporte patiemment à cause du vin d'honneur juste après.

Toutefois, on a échappé de peu à une autre joyeuseté, à une festivité spectaculaire, ludique et bordélique, qui eût été célébrée, encensée, carillonnée même à grands sons de trompe : le cinquantenaire de Mai 68. Cet événement grandiose pour les uns, merdique pour moi fut bien davantage qu'un défoulement passager. Car pour le même prix, on eut droit, non pas à une kermesse juvénile ou à un monôme retentissant, mais à un psychodrame épique. Ce fut dans le même temps un impromptu fâcheux, une bouffonnerie désagréable, une farce sinistre.

Il va être question ci-après de cette drôle de fête prolongée, aux conséquences nuisibles à long terme. La fiesta tourna au vinaigre pour moi et mes compagnons, comme pour la majorité des Français et, de toute

évidence, pour le gouvernement. Le spectacle me laissa un goût fort désagréable, la représentation me mit la rate au court-bouillon. Shakespeare avait mille fois raisons de dire que le monde entier est un théâtre dont nous sommes les acteurs, et où nous jouons un rôle, gai, triste... ou de fou comme en mai 1968, un mois chaud à tous égards. Les étudiants occupèrent alors le devant de la scène dans une comédie pleine de bruit et de fureur. Ce mélodrame joué par des cinglés déterminés eût tourné au tragique si le sang avait coulé.

La folie s'était répandue au pays de France, comme le feu dans la garrigue. Impossible d'éteindre sur le champ l'incendie. La démence fut contagieuse comme la peste. Un fou, qui n'était pas un dérangé de l'esprit, tenait le rôle-titre. Il sut s'y prendre habilement pour semer sa dinguerie. Cet être extravagant d'apparence se comporta à la manière légendaire du redoutable joueur de flûte de Hamelin qui, au son de son pipeau ensorcelant, emmena une ribambelle d'enfants jusqu'à une montagne, pour les y enfouir à jamais.

D'une certaine manière, la même chose eut lieu au Quartier Latin. Des étudiants captivés et, à leur suite, des lycéens chahuteurs se laissèrent subjugués par le chant des sirènes. Bluffés, éblouis, aveuglés ou envoûtés — rayez les mentions inutiles, ces *mutins de Panurge*, comme les aurait nommés Philippe Muray, suivirent un mage d'origine allemande. Ce demiurge les

entraîna vers la montagne, une montagne de contestation. Pour les y engloutir, ce manieur de foules au verbe haut les harangua de façon convaincante, entraînante, séditeuse. Il précipita dans un chaos inouï les étudiants. Les intellectuels de gauche et les artistes du même bord firent de même, beaucoup d'ouvriers aussi, ceux de Berliet allant jusqu'à renommer, par anagramme, leur usine Berliet.

Le fou était un petit malin rouquin et joufflu, débrouillard et rigolard. Il semblait venu de nulle part et avait jailli dans l'espace public comme un diable de sa boîte. Son nom : Daniel Cohn-Bendit. Ce bretteur se révéla un séducteur adroit, un causeur volubile et persuasif, bref un orateur performant. Avec son bagout étourdissant et enchanteur, cet anarchiste quelque peu machiavélique avait la capacité grande d'entraîner dans son sillage les naïfs, les indécis et les gogos. Beaucoup d'autres, et d'abord maints enseignants de tout acabit se laissèrent bernier, ou convaincre comme ceux du même bord idéologique. Le bouffon astucieux et facétieux se révéla tacticien en diable autant que beau parleur et agitateur efficace. On eut affaire à quelqu'un de persuasif et d'entraînant, disons même faustien puisque les convaincus et les influençables qui l'écoutèrent lui vendirent leur âme ; c'est du moins mon opinion et je la partage.

Phénoménal ce bonhomme ! Il sortit de l'anonymat au début de l'année 1968. Surgi tout à coup comme une comète inconnue qui étincelle dans le firmament, il entra dans la lumière médiatique au bord calme et tranquille d'une piscine tout juste construite. Le ministre des Sports était venu l'inaugurer (la piscine, pas le semeur de zizanie). Mal lui en prit de couper le ruban à l'abri de toute discrétion. Car la presse écrite était alors majoritairement antigauilliste. Les journaux mal intentionnés à l'égard du pouvoir s'empressèrent de faire écho à l'incident. Ils divulguèrent le coup d'éclair de Cohn-Bendit, qui allait fonder le Mouvement du 22 Mars. La nouvelle se répandit dans les Universités et dans l'opinion publique comme une traînée de poudre ou un feu de broussailles, disons plutôt comme la vérole dans le bas-clergé.

L'incident se produisit à Nanterre, dans un quartier jusqu'alors misérable. C'était bien avant que l'on y construisît les tours froides du quartier de la Défense, notamment, comme une cerise sur gâteau, l'Arche grandiose d'Otto von Spreckelsen, l'architecte scandinave qui se suicidera après avoir construit ce monument voulu par François Mitterrand dont les grands travaux qualifiés pharaoniques lui valurent un sobriquet ironique : *Miterramsès*. Entre-temps, à la folie estudiantine du mois de mai 1968 avait succédé, dans les années 1980, la folie des grandeurs, dont on

sait que la grandeur passe mais que la folie reste, je referme la parenthèse.

Or donc, en un endroit autrefois misérable et désespérant de la proche banlieue de l'Ouest parisien — où fut érigé un affreux campus de type concentrationnaire — et dans un équipement sportif flambant neuf, le diabolin provocateur, que l'on surnommera Dany le Rouge, apostropha non sans insolence François Missoffe. Il attaqua ce ministre sur le *Livre blanc*, plus exactement intitulé « rapport d'enquête sur la jeunesse française » que ce représentant du gouvernement avait lâché dans la nature.

— 600 pages sur la jeunesse et pas un mot sur la sexualité ! lança l'irrespectueux perturbateur qui réclamait l'accès des garçons aux chambres des filles dans les cités-U.

Aguerri dans les combats de la Résistance, où il en avait vu bien d'autres et des tragiques, l'imperturbable ministre rétorqua :

— Jeune homme, plongez ici et nagez, ça calmera vos pulsions !

Pour la petite histoire, le rapport officiel tomba dans l'eau ; plus exactement, il fut mis au placard — comme souvent dans ce cas-là pour ce genre d'exercice. François Missoffe démissionna quatre mois après l'altercation, et son ministère fut supprimé.

L'esclandre aquatique préluda aux chaudes journées de mai 1968, qui allaient mettre, de proche en proche, toute l'Université à l'arrêt et le pays à feu et à sang ou presque. Les sociologues ont beaucoup glosé sur le soulèvement mondial de la jeunesse dans la société de consommation en plein essor. Ces doctes personnages, qui « pèsent des œufs de mouche dans des balances en toile d'araignée » comme eût dit Voltaire, auraient pu insister sur le fait que les pays de l'Europe occidentale passaient et passent toujours leur temps à imiter tôt ou tard, machinalement, voire servilement, le meilleur comme le pire de ce qui nous arrive d'outre-Atlantique, les courants de pensée, les manières de vivre, les modes, le vocabulaire. Au cas précis, l'inspiration rebelle venait de Californie, où avait eu lieu, en 1964, une révolte estudiantine. Elle se produisit sur le campus de l'Université de Berkeley, sur fond d'opposition à la guerre du Vietnam. Bizarrement, chez nous, ce fut le contraire. Nos contestataires se montrèrent bien ingrats, à tout le moins étroits d'esprit. Car, s'ils avaient eu deux sous de jugeote, ils auraient pu être reconnaissants à de Gaulle cette incarnation de la France. Ils oubliaient que l'Homme du 18 Juin échappa par miracle à deux attentats commis, l'un au Petit-Clamart, l'autre sur la route de Colombey, perpétrés par des partisans de l'Algérie française, d'autres tentatives d'assassinat ayant été déjouées par la police. Enfin, ils

ne voulaient pas reconnaître qu'il fit la sale guerre où ces trublions eussent pris un risque réel, celui de se faire trouer la paillasse dans une mechta de Kabylie ou dans les contreforts des Aurès.

Que faire ? Quelle attitude devais-je prendre ? Quelle position adopter ? Quelle résolution ? En d'autres termes : indifférence, indignation, approbation ou suivisme ? Ici me vient une comparaison, un épisode autrement plus important, risqué et dangereux, un comportement historique, que narre *Lacombe Lucien*. Le héros juvénile de ce film de Louis Malle hésitait entre entrer dans la Résistance ou rejoindre la Milice, avant de s'enrôler dans la Gestapo française. Moi, Je n'ai pas tergiversé ; j'ai été, pour parler comme maintenant, *résilient*.

Je me déterminai vite. D'instinct, sans hésiter, sans trembler, je pris ma résolution. Je refusai de rejoindre la cohorte sinon imbécile du moins grégaire et revendicative qui formera le troupeau grandissant des suiveurs et des égarés, les uns fourvoyés dans l'illusion lyrique d'un Grand Soir libérateur, les autres plongés dans le bain glaçant du nihilisme qui, c'est le cas (étymologique) de le dire, ne menait à *rien* et ne signifiait rien pour eux, sinon la négation de toutes les valeurs, excepté les leurs. Ces soi-disant démocrates prênaient le renversement des principes républicains avec leur slogan : « élections, piège à cons ». Et ils

nageaient dans les eaux glauques de l'anarchie au drapeau noir, dont la Constitution non écrite a le mérite d'être courte et même drôle puisqu'elle se limitant à ces deux articles :

« Article 1. Il n'y a plus rien.

Article 2. Nul n'est chargé de l'application du précédent article. »

Et les zozos volèrent à Jean Yanne le slogan : « Il est interdit d'interdire. » Formule courte et insolite mais creuse. André Malraux récusait efficacement un autre slogan soixante-huitard : « L'imagination au pouvoir ». Appelant au principe de réalité, il affirma : « L'imagination au pouvoir, ça ne veut rien dire. Ce n'est pas l'imagination qui prend le pouvoir, ce sont des forces organisées. »

Vaste programme que cet appel à l'imagination ! Dans le désordre intégral et la permissivité totale, un autre slogan facile, creux et verbeux servit de justificatif, celui de Sorbonne ébouillantée : « Je prends mes désirs pour des réalités car je crois à la réalité de mes désirs. » Le menu proposé par les gauchos était une véritable imposture. Car, outre l'effet du subconscient gaulois de la rébellion, on eut droit à un simulacre de Révolution à la française, guillotine en moins, barricades en plus. Ce faisant, les révoltés d'opérette eurent l'orgueilleuse prétention de vouloir changer le monde. Les choses iraient-elles mieux après ? Je pensai le contraire. La

mascarade folklorique pouvait commencer, le défoulement prendre des dimensions lunaires, le désordre s'installer. Pour être poli, ce serait le bordel installé partout, que dis-je, ce serait le merdier, ce fut du moins mon avis et beaucoup le partageaient.

Les barricades de mai 1968, parlons-en ! Dans le discours, dont André Malraux nous gratifia aux Assises de l'UJP à Strasbourg le 13 avril 1969, il relativisa l'insurrection juvénile survenue à Paris, puis propagée en province et étendue aux usines qui décrétèrent la grève générale.

Égal à lui-même, l'auteur de *La Condition humaine* éleva le débat. Il était, avec de Gaulle, ma référence habituelle, haute et lumineuse, mon point de repère, une de mes sources d'inspiration, comme l'était Sartre pour les existentialistes ou Marx & Engels pour les communistes et leurs alliés. Quel homme ! Il fut aussi sans conteste le plus grand orateur français du XXe siècle, inégalé depuis. Sa voix grave, vibrante d'intensité touchait le cœur autant que la raison. Ce tribun hors pair allait jusqu'à l'apothéose, comme lorsqu'il rendit un hommage on ne peut plus mémorable à Jean Moulin et à Jeanne d'Arc. Cet homme d'exception était multidimensionnel. Il vécut ses rêves comme il rêva sa vie, il en eut sept : aventurier, romancier, essayiste, combattant, amateur d'art, ministre et orateur. Je vénèrai le chef de la Brigade Alsace-Lorraine, qui avait

« déposé le stylo pour prendre une mitraillette », dirait-il dit de cette équipée glorieuse. Je l'admiraï tant que j'accepterai en 1971 de m'enrôler dans celle qu'il voulut former pour libérer le Pakistan oriental. Cette région était soumise à une répression sanglante. La lutte des Bengalis aboutira à leur indépendance. Le bataillon international que nous aurions formé fut mort-né, Indira Gandhi ayant envahi ce qui deviendra le Bangladesh.

J'admiraï aussi l'orateur puissant et incomparable, sa voix singulière, ses saillies percutantes, ses apophtegmes fulgurants ; l'auditoire en vibrait d'émotion et d'applaudissements. Au besoin, Malraux maniait l'humour sarcastique, comme lorsqu'il déclara, en 1965 : « Quelle étrange époque où la gauche n'est pas à gauche, où la droite n'est pas à droite et où le centre n'est pas au milieu ! »

L'analyse de la péripétie soixante-huitarde par André Malraux fut, évidemment, de haute tenue. De sa voix lyrique aussi inoubliable que ses tics nerveux et son regard intense, il nous expliqua que dans « un monde informe », les troubles survenus au Quartier Latin témoignaient à leur manière d'une crise de civilisation. La nôtre, dit-il, est « la première à n'avoir créé *ni temples ni tombeaux* ». Malraux replaça la folle péripétie contestataire dans son cadre historique, dans la longue marche des siècles. Ce romancier, qui parlait

avec ses tripes, cet « ami génial, fervent des hautes destinées », selon l'appréciation élogieuse du général de Gaulle déclara aussi « L'humanité n'en est pas à une barricade près, entre celles qui font l'histoire et celles dont il ne reste rien. » À la réflexion, je considère que le Mouvement du 22 Mars fut, somme toute, moins un feu de paille qu'un événement à longue portée, je m'en expliquerai.

À l'époque, je n'étais à Paris qu'un minuscule élément de l'Université, un figurant noyé dans la masse, un comparse quelconque emporté par la houle estudiantine, incognito comme tous les autres, tout juste un second rôle sage et appliqué dans une école réputée. Pour sortir de l'anonymat, je lorgnai le diplôme, et me promettais un bel avenir comme tout un chacun, persuadé néanmoins de n'être pas n'importe qui.

Rue Saint-Guillaume, je côtoyai de jeunes bourgeois en formation sur une portion infime du territoire parisien, à savoir un grand bel immeuble d'une petite rue paisible du très chic VII^e arrondissement de Paris. La folie contagieuse venue de Nanterre et de la Sorbonne se propagea, tel un feu de forêt impossible à éteindre, dans les locaux tranquilles de l'Institut d'études politiques. La déraison fit son œuvre. Elle consista à paralyser l'institut en torpillant les cours magistraux dont les gauchistes dénonçaient

les « savoirs sclérosés » dispensés par les mandarins, les conférences dites de méthode et les séminaires de fin d'études. Seules les « écuries » payantes pour gosses de riches furent épargnées pour la simple raison qu'elles tenaient séance en dehors de l'établissement.

Je vécus mal, très mal, la propagation pernicieuse des idées ravageuses qui se propagèrent à Sciences-Po d'un seul coup, aussi vite qu'un incendie impossible à maîtriser. J'estimai l'effervescence malsaine et la dissipation aussi vaine qu'insensée. Les heures chaudes qui commençaient me remplirent non pas de stupeur mais d'indignation. Elles me glacèrent d'effroi. J'y vis instinctivement un potentiel de pagaille, un potentiel de chambardement, de dégradation inéluctable. L'avenir serait compromis. Il me semblait que le pire pourrait advenir avec la bolchévisation de l'école par triomphe d'un soviet déterminé et violent.

Sans désespérer, sans m'affoler, sans tergiverser, je cherchai aussitôt à m'opposer au blocage de Sciences Po, à contrer l'obstruction des cours, que les contestataires appelaient de leurs vœux. Ils appelèrent ça *l'occupation*. Occupation ! Mot à connotation péjorative, sinistre même, car de très fâcheuse mémoire et renvoyant à la grande, la douloureuse : l'Occupation allemande.

Qu'est-ce qui me poussa à agir en âme et conscience ? Pourquoi contester la contestation ?

Pourquoi ne pas suivre de façon moutonnaire le mouvement général ? Pourquoi refuser de s'amalgamer dans le troupeau des manifestants revendiquant et vociférant, visage en colère, poing levé ?

Le processus en cours heurtait mes convictions, mes idées, ma vision du monde. Mais cela n'entamait en rien, bien au contraire, mon intérêt soutenu pour l'action et l'œuvre admirables du chef de l'État. J'étais convaincu de la justesse de la politique qu'il menait pour le bien de la France et le bonheur des Français. Ça sautait à mes yeux que le gauchisme et le gaullisme siègent aux antipodes. Pour modeste qu'il fût, le soutien apporté à l'action du Général aura été la plus belle part de ma jeunesse. Nous fûmes plus d'un à être dans ce cas. Enfin, je trouvai aussi que facile et débile le jeu de mots soixante-huitard à deux balles : « La volonté générale contre la volonté du général ». Ce qui est excessif ne compte pas ; au cas précis, c'était d'autant plus exagéré que la volonté de quelques-uns s'imposa à tous.

En cherchant à ébranler délibérément ou non les piliers de la Cinquième République et en défiant le gouvernement, les contestataires moquaient, dénigraient, vilipendaient un homme, quel homme ! Ils insultaient celui qui « *sur le terrible sommeil du pays maintint [pendant la guerre], l'honneur de la France comme un invincible songe* », selon le mot impeccable

d'André Malraux, sur lequel Gaulle, dans ses *Mémoires d'espoir* inachevés, écrira qu'à ses côtés, ce Compagnon de la Libération le préservait du terre-à-terre et l'aidait à dissiper les ombres. La paix venue, le Général mit sur les bons rails le pays qu'il aimait tant, qu'il incarnait si bien, qu'il dirigeait avec de main de maître un pays difficile à gouverner et riche d'autant d'opinions opposées que de variétés de fromages, c'est dire la difficulté de la tâche. Imperméables au redressement effectué, à la grandeur de l'action menée, au prestige international retrouvé, les étudiants révoltés sans risques méprisaient, bafouaient, insultaient simultanément la patrie chère à mon cœur, cette France, notre France que de Gaulle comparaît dans ses *Mémoires de guerre* à la princesse des contes et à la madone aux fresques des murs. Il en était « habité jusqu'au bord de l'âme », comme il le dira de Jean Moulin. Le meneur, Cohn-Bendit, déclara : « L'arc de Triomphe est un monument con [sic], le drapeau tricolore bon à déchirer. » [sic] Rien moins que ça !

Dire non à la subversion, à l'émeute, au chaos, ma conscience l'exigeait. Elle m'invitait d'instinct à réagir, à dire non... comme un certain 18 juin, à tenter quelque chose. Aussi décidai-je de m'opposer au désordre installé, au bouleversement en gestation. Mais comment, quoi, et avec qui ?

La démocratie réside dans les urnes, non dans les diktats des soviets ; la force brute ne saurait l'emporter sur la liberté ni l'imposture sur la vérité. Je sentais, je devinais, je craignais qu'au-delà du coup porté au pouvoir, on allait déstabiliser la nation dans ses fondements, ses principes et ses orientations. Notre bien commun et l'héritage des siècles me semblaient, à coup sûr, mis en péril. Je présageai que le pays courrait à coup sûr de graves dangers si la contestation triomphait. L'agitation, si elle avait prospéré, nous eût fait subir, pensai-je, les tourments d'une plongée dans un trou noir, un abîme épouvantable, l'enfer communiste. On aurait alors goûté sinon les fruits empoisonnés du paradis soviétique escompté par certains émeutiers, du moins les affres d'une révolution bolchévique. Je n'exagère point : l'Institut d'études politiques de Paris fut rebaptisé, c'était à n'y pas croire : Institut Lénine !

J'avais vingt ans et l'avenir promettait. J'étais en deuxième année, section service public, celle d'avant le passage du diplôme, celle qui prépare au concours de l'ÉNA. J'étais par ailleurs assistant de conférence auprès des élèves de l'année préparatoire, cette très sélective « AP ».

En outre, pour donner chair et substance à mon engagement politique, j'animais sur place un petit groupe de militants, ceux de l'Union des jeunes pour le

progrès, le mouvement national des jeunes gaullistes, nommée UJP. N'étant pas de gauche, encore moins de l'extrême, nous étions plutôt mal vus. Certains nous raillaient, ils voyaient en nous des suppôts du pouvoir en place, c'est tout juste s'ils ne nous accusaient pas d'être stipendiés à cet effet. Insensibles aux quolibets, on avait le courage de nos opinions et la conviction chevillée au cœur. Un instituteur alsacien, Robert Grossmann, présidait notre mouvement, qu'il avait fondé en 1965. Le journal allemand *Der Spiegel* le qualifia de « petit-fils du gaullisme », appellation qui nous allait bien aussi : aimer son papi, rien de plus naturel et sain. Au grand dam des esprits chagrins, notre formation atteindra à son apogée, en 1970, 50 000 militants ! Parmi eux, quelques-uns furent saisis par la vocation politique. Ils rêvaient en secret d'assurer la relève de nos aînés, de devenir à leur tour député ou ministre, voire plus ; certains y mirent le pied à l'étrier comme, pour n'en citer que deux, Michel Barnier et Nicolas Sarkozy.

Nous admirions ces vétérans blanchis sous le harnois, rescapés de la guerre, couverts de blessures, de gloire et de décorations, dont la Croix de Lorraine et la médaille de la Résistance. Nous faisons sincèrement la claque dans leurs réunions électorales sous préau d'école. Nous collions à leur demande des tonnes d'affiches dont la colle dégoulinait dans le dos. Nous

distribuions à hautes doses des tracts sur les marchés, à la sortie du métro, et en remplissions les boîtes aux lettres. Nous étions leurs auxiliaires bénévoles, les exécutants attirés, des voltigeurs de pointe, des cheveau-légers. Pour tout dire, nous étions les pataugas de ces godillots.

Ces héros nous racontaient, comme nos mères le soir à la veillée, leurs misères, leurs revers, leurs exploits aussi, la fraternité au feu, la peur au ventre face à l'ennemi. Ces braves-là avaient muri dans les armées au grand soleil, celles de la France Libre. Ils nous parlaient des moments inoubliables, des faits glorieux : Koufra, Bir-Hakeim, Normandie-Niemen, commando Kieffer, Paris libéré, Strasbourg reconquis, nid d'aigle d'Hitler pris à Berchtesgaden... Exagérés ou non, leurs récits nous éblouissaient. Magnanimes, ils confessaient les souffrances, les blessures, et ils évoquaient leurs camarades morts au champ d'honneur.

D'autres nous parlaient de leur action dans la Résistance, cette armée des ombres. Ils évoquaient les réseaux clandestins ou les maquis, les messages codés et les planques, les parachutages et les sabotages, les camarades fusillés du Mont Valérien, le Vercors ensanglanté, les moments de frayeur, ces « vingt mille heures d'angoisse »¹ passées à échapper aux griffes de

¹ Titre du livre du général Maurice Chevance-Bertin, *Vingt mille heures d'angoisse (1940-1945)*, Robert Laffont, 1990.

la Gestapo. Au fond, ces hommes « fermes, purs et fidèles » pouvaient, leur chef suprême l'avait dit, « se prévaloir, de la plus grande gloire du monde, celle des hommes qui n'ont jamais cédé ».

À Sciences Po, nous étions une vingtaine de militants UJP ; parmi ces braves, quelques-uns deviendront des amis pour la vie. Aucun n'était un carriériste en herbe, un politicard précoce dont les dents longues raieraient le parquet demain. Et nous n'étions pas attirés, loin de là, par les idées, où baignent les intellectuels, qui pensent avoir les mains pures. Nous n'étions pas davantage séduits, comme beaucoup de nos camarades par le communisme triomphant ou le fascisme moribond.

Nous admirions Charles de Gaulle pour son pragmatisme, son sens des réalités, son action énergique au service de la France. Aveuglés par l'idéologie prégnante et par leur sectarisme, nos adversaires réduisaient sa politique ambitieuse autant qu'audacieuse à de l'esbroufe, à de la grandiloquence, à du pouvoir personnel, lorsqu'ils n'y voyaient pas les germes d'une dictature.

Plus fondamentalement, nos convictions gommaient les misérables intérêts personnels : pas question de tirer à pile ou face notre destin pour déterminer quel parti de droite ou de gauche nous permettrait mieux de réussir demain. Cela dit, ce n'était

pas évident de défendre nos idées. Le terrain était miné rue Saint-Guillaume. Militer pour de Gaulle n'était pas une promenade de santé. C'est que, avant même l'explosion, la gauche exerçait son influence dans notre école composée, pour l'essentiel, d'enfants de bourgeois ou d'aristocrates.

Pas facile, je le redis, en ce temps-là de s'afficher étudiant gaulliste ! C'est ainsi qu'en 1967, au traditionnel salon du livre de Sciences Po, je servis d'assistant à l'un des auteurs invités, les autres élèves ayant refusé de seconder un écrivain. Ce n'était pas n'importe lequel des invités. Il s'agissait d'un des grands chefs de la Résistance, fait, à ce titre, Compagnon de la Libération : Emmanuel d'Astier de la Vigerie. Homme de gauche, il avait opté pour le général de Gaulle lors de la première élection du président de la République au suffrage universel en 1965. Un incident se produisit. Alors qu'il dédicait son ouvrage sur Staline, cet essayiste fut véhémentement apostrophé par des militants socialistes arrogants et teigneux, qui perturbèrent la séance de signature. Ils lancèrent au valeureux d'Astier de la Vigerie, sur un ton moqueur :

— Votre de Gaulle, c'est un mythe !

— Pas du tout ! Ce qui est un mythe, c'est l'union de la gauche, répondit du tac au tac l'ancien chef du mouvement Libération.

Militer pour de Gaulle allait à contre-courant des opinions dominantes dans le milieu universitaire comme dans le marigot intellectuel germanopratin. Les pères spirituels mais pas amusants à mon goût, Sartre, Althusser et Foucault, régnaient en maîtres sur les idées ; le temps des obscurités rivalisait avec le Siècle des Lumières. Dans un tel contexte intellectuel, soutenir le Général était même un brin provocateur, inconvenant, presque séditieux. Mais on ne traitait pas encore de néofasciste ou de nazillon ceux qui ne se soumettaient pas à la doxa dominante, c'était déjà ça. Vieille technique, celle qui consiste à disqualifier les adversaires, les neutraliser, les « fasciser ». Cette méthode exécration fut inventée par le parti communiste soviétique en 1926, Staline étant à la manœuvre. Un siècle après, elle prospère. Rue Saint-Guillaume, le terreau était favorable à la soumission ou à la connivence idéologique. En effet, comme dans les facultés, pour se faire bien voir, il valait mieux être de gauche, qu'elle fût extrême ou tiède, à la rigueur, d'extrême droite, ça donnait un brevet de respectabilité et d'audace pour pas cher.

Comme toute l'Université bordélysée, le vénérable et tout ce qu'il y a de plus sérieux Institut des sciences politiques de Paris créé par le libéral Émile Boutmy fut gagné par le prurit gauchiste. La démangeaison le prit comme un mal de dents furieux. L'école de la rue Saint-

Guillaume se mit à bouillir comme une cocotte-minute. Ça chauffa, ça déborda, ça explosa. La pétarade devint démonstrative, l'ambiance électrique, le climat délétère, la contestation insidieuse, la propagande délirante au plus haut point et, d'après nous, toxique.

Les buts poursuivis par les meneurs étaient clairs et nets. Ils voulaient empêcher le passage des épreuves écrites et des examens oraux, torpiller l'enseignement magistral, entraver l'acquisition des connaissances, perturber ainsi l'accès au Savoir, bref bloquer la vie de l'école. Hélas ! ils y parvinrent.

Prenantes, vastes, difficiles, les études exigeaient non la contestation des cours mais la concentration de l'esprit. Elles devaient constituer l'unique préoccupation et absorber tous nos efforts, condition indispensable de réussite. Le programme était dense et diversifié à souhait : histoire du XXème siècle, celle des idées politiques, relations internationales, droit constitutionnel, science économique, économie politique, langues étrangères, plus des matières au choix. Comme si cela ne suffisait point, il y avait également la gymnastique en salle pour s'assouplir le corps et la course à pied pour le fortifier, avec, en option l'escrime pour maîtriser les nerfs. Le tout reposait des tensions de l'esprit. On voulait de la sorte faire nous des athlètes du savoir utile, des champions de la connaissance du monde, des têtes aussi pleines que

bien faites, des esprits sains dans des corps aussi robustes que possible.

Des mandarins de haute science et de grande renommée dispensaient un enseignement de grande qualité, brillant et très pédagogique, quelle chance ! Magistral dans tous les sens du terme, leur science insigne invitait au respect et la clarté de leur pensée forçait l'admiration. C'était tout particulièrement le cas de deux d'entre eux, très à l'aise en chaire.

D'abord un professeur d'une bonhomie et d'un embonpoint rassurants : Raymond Barre, qui enseignait alors la science économique. Un incident marqua la leçon inaugurale. Il l'avait entamée par une courte phrase qui résume le fondement des activités humaines :

— L'homme a des besoins.

— Ahhh ! avions-nous, comme dans un long rôle d'agonie, répliqué tous en chœur et hilares.

Il interrompit aussi sec son cours et nous lança d'un air courroucé et d'un œil sévère :

— Qu'est-ce qu'il y a de si drôle ?

Un silence de mort s'ensuivit, qui parcourut tout l'amphi. Un long moment se déroula avant que Raymond Barre ne reprît sa démonstration. Après cet incident, plus jamais on n'osa l'interrompre.

Une autre fois, c'était en 1965, il commença sa leçon en nous lisant *in extenso* (donc y compris la

formule de politesse) la lettre que lui avait envoyée des élèves impertinents. Quelques-uns de ceux-là — qui deviendront 16 ans plus tard des ministres PS — avaient écrit à Raymond Barre pour lui reprocher d’avoir fait de la propagande gouvernementale en vantant les mérites du plan de stabilisation de 1963. Ils critiquaient le cours magistral d’un grand professeur d’Université, entendez quelqu’un d’éminent, qui laissa à la postérité un *Thémis* en deux volumes sur les principes et les mécanismes de la science économique. Les épistoliers contestaient l’analyse d’un enseignant de très haut niveau et dont l’autorité ne saurait être contestée. Eh bien, ce mandarin, qui aimait à se définir comme « un esprit carré dans un corps rond », et que l’on surnommera, lorsqu’il devint Premier ministre en 1976, « Raymond la Science », nous dit alors de sa voix calme, fluette et mélodieuse, mais courroucée :

— Je ne permettrai pas à de jeunes *éliacins*² de dire que je confonds la chaire professorale et la tribune électorale.

Et toc ! Pan sur la gueule ! Mais tout en morigénant les insolents signataires, Raymond la Science, les flatta en leur promettant un bel avenir puisqu’il les traitait d’*éliacins*.

² Francisé de l’hébreux *El-yah* signifiant « seigneur Dieu », ce mot désignait jadis un enfant de naissance illustre et qu’une brillante destinée attend après de grands dangers courus.

Bien des années après qu'il n'était plus Premier ministre, je le rencontrai un jour à une inauguration, où j'eus cet *a parte* avec lui ;

— Pourquoi, lorsque vous notiez nos devoirs, vous mettiez en marge des appréciations du genre « // a bien expliqué le mécanisme de... » ou bien « // n'a pas analysé correctement le système de... » ?

— C'est un vieil usage universitaire, qui marque le respect du professeur envers l'élève, répondit-il.

À mon sens, cela marquait surtout la distance, sinon hautaine, du moins un comportement qui force au respect.

Autre grande vedette des cours magistraux : Jean Touchard. Il nous enseignait l'histoire des idées politiques. C'était le spécialiste des quatre *ismes* fondamentaux du monde contemporaine (libéralisme, conservatisme, fascisme, communisme). Ce normalien chaleureux les disséquait avec précision, à la façon d'un entomologiste de talent, et il le faisait avec autant d'humour que de brio.

Par digression me revient le propos introductif de Gaston Stéfani, professeur à la faculté d'Assas, où j'effectuais en parallèle une licence. Il nous enseignait le droit pénal en illustrant les notions de base avec des exemples croustillants comme celui-ci :

— Si vous, Monsieur, qui êtes au premier rang, si vous vous mettiez à violer Mademoiselle qui est assise

à côté de vous, et que, au haut de l'amphi, le doyen Vedel joue au même moment de la trompette, qu'est donc le doyen Vedel ?

— C'est un salaud ! crions-nous, uniment, en en ajoutant, les mains en coquille autour de la bouche : Ouh !

— Mais non, messieurs, mesdames ! C'est un complice, nous répliqua-t-il.

Et alors Stefani nous lisait l'article du code pénal sur le crime en question et glosait là-dessus.

Aux cours magistraux s'ajoutaient les prestations des maîtres de conférences. C'était pour beaucoup d'entre eux, d'anciens élèves de l'ÉNA, devenus jeunes hauts fonctionnaires sortis presque tous dans les grands corps et promis à de belles carrières, Jacques Chirac pour n'en citer qu'un parmi d'autres. Ils nous apportaient des informations de première main sur la vie gouvernementale, les problèmes, les difficultés économiques ou politiques de l'heure, c'était concret et pratique.

Au total, l'enseignement y était diversifié, copieux, bourratif à en veux-tu en voilà. On était, expression appropriée, à rude école. À défaut d'être bien faite, la tête était bien pleine. Ce bourrage des crânes convenait à des êtres hyper-mnésiques, qui retenaient tout sans en perdre une miette, qui étaient capables de réciter mot pour mot ce qu'ils avaient enregistré, qui

recrachaiement tout comme des éponges, c'était le cas impressionnant de Fabius. Ces premiers de la classe sortaient sinon major, du moins dans la botte.

La pratique de l'enseignement intense remonte à loin. Elle date de la création de l'école, en 1871, au lendemain de la défaite écrasante de Sedan. Le fondateur de l'école libre des sciences politiques, Émile Boutmy, entendait — au moment même où la régénération morale et intellectuelle du pays se révélait, comme aujourd'hui, une ardente obligation — voulait « *refaire dans les hommes le culte des choses élevées et le goût des études difficiles* »... y voyant « *une habitude saine* ». Il affirma cela dans *Quelques idées sur la création d'une faculté d'enseignement supérieur*, livre paru en 1871. Pour qu'il devienne un citoyen éclairé, Boutmy projetait de former un homme qui, selon ses mots, *connaisse son temps*, afin de *faire une tête au peuple*. Il expliquait que la cause principale de la défaite militaire de 1870 avait tenu à cette carence. Des esprits bien et hautement formés auraient, pensait-il, évité la victoire de Bismarck.

En conséquence, Émile Boutmy entreprit de « *créer l'élite qui, de proche en proche, donnera le ton à toute une nation* ». Objectif atteint. Il créa un institut à mi-chemin entre une faculté lambda et une grande école, genre ÉNA, dont il deviendra à la Libération le marchepied. Son établissement acquit de la sorte une

renommée grandissante avec les années. Elle compte à ce jour, plus de 90 000 anciens élèves, dites des *allumi*, ça fait plus chic. Parmi eux, on trouve à foison de belles brochettes de personnalités, jadis écrivains comme Marcel Proust et Paul Claudel, naguère chefs d'État tels Georges Pompidou, François Mitterrand ou Jacques Chirac, une flopée de premiers ministres et de ministres, une kyrielle de grands commis de l'État, de hauts cadres d'entreprise, d'autres acteurs de la vie politique, économique, sociale ou intellectuelle, plus beaucoup de diplômés moins-gradés qui ne s'illustrèrent ni dans les Lettres ni par le cursus honorum car ils ne rêvaient pas de se coller une cocarde sur le nombril, ce fut mon cas. Car j'estime que pour servir l'État à son sommet, et non pas se servir, il faut avoir un caractère trempé comme l'acier et posséder quatre hautes et belles qualités : le génie, le courage, l'audace, le désintéressement, autant dire que c'est rarissime. À ce propos, connaissez-vous la différence, colossale, entre un politicien ordinaire et un homme d'État ? Eh bien, la voici : le premier pense à la prochaine élection, le second à la prochaine génération. Me sachant incapable d'appartenir à la deuxième catégorie, je refusai de rejoindre la première.

À Sciences Po, on acquérait les connaissances à hautes doses. Le menu était riche et varié, les choses enseignées l'étaient de manière aussi objective que

possible. On devait les assimiler de sorte que l'on sache les tenants et les aboutissants dans chaque discipline, qu'aucune particularité, aucun secret, aucun mystère ne nous échappe, de sorte aussi que l'on puisse demain résoudre des problèmes complexes.

Il n'en demeure pas moins que le programme confinait au bourrage de crâne, presque au gavage des oies. Pour cumuler les difficultés, la sélection en fin de chaque année était impitoyable et l'obtention du diplôme au bout de la troisième impitoyable. Il fallait y consacrer tout son emploi du temps, son énergie, ses efforts. La lutte des places primant sur la lutte des classes, obtenir le parchemin primait. La peur d'échouer me rongait l'esprit. Il arrive encore qu'un cauchemar me réveille en sueur et en pleine fantasmagorie hallucinatoire où je me vois échouer au concours de sortie. À l'époque, un tiers des promotions était ainsi éjecté, sans titre.

Il fallait donc trimer — sauf si l'on appartenait à l'espèce talentueuse mais rarissime des génies qui pigent du premier coup, apprennent tout vite et bien, sans efforts, et se comportent comme ces champions cyclistes qui, les mains au haut du guidon, grimpent à l'aise un col de haute montagne et de première catégorie. À la différence de ces prodiges, nous les besogneux, à qui le génie ne fut pas donné à la

naissance par les fées du Savoir, nous devions être non des noceurs mais des bosseurs.

Au demeurant, il fallait d'autant moins jouer les dilettantes que nous avions en ligne de mire l'ÉNA, qui forme les hauts cadres de l'Administration. Cette école si convoitée, si critiquée, qui siégeait alors la rue des Saints-Pères, Paris 7ème, une éphémère Première ministre, Édith Cresson, l'expédiera à Strasbourg, décision coûteuse et aussi raisonnable que si on avait transféré l'école des Glénans à Chamonix. Emmanuel Macron se distingua tout aussi bien : il supprima cette école créée à la Libération par le général de Gaulle... pour la remplacer par quasiment la même chose, ah, ce que c'est d'être le premier de la classe et plus intelligent que les autres ! L'ÉNA, donc, était l'enjeu majeur, capital, l'alpha et l'oméga de nos espoirs entretenus comme la recherche du Graal, la voie royale, le point de passage obligé pour accéder à la haute Fonction publique.

Nous regardions avec envie le bâtiment de l'école prestigieuse à travers la grande baie vitrée au fond de la bibliothèque vénérable et silencieuse, haute de plafond, riche de livres, de revues, de journaux : un directeur sacrilège, Richard Descoings, la détruira. Il entendait faire de l'école une boîte qui rivaliserait avec Harvard ou Princeton. Il l'américanisa aussi en dérogeant au principe républicain de la méritocratie

sanctionnée par le concours d'entrée. À cet effet, Descoings instaura la discrimination positive basée sur des critères territoriaux et ethniques. Dans l'espace feutré de la défunte bibliothèque, je levai le nez à intervalles réguliers pour reluquer, à une autre table, la plus belle des étudiantes, dont je tentais de gagner la main, sinon le cœur, mais cela est une autre histoire.

N'empêche, je potassais dur, à en faire bouillir la cervelle. La salle donnait sur la pelouse qui séparait les deux écoles. Nous, les « prépa ENA » de la quatrième année, rêvions de traverser le jardin mitoyen. À une époque où le mot technocrate n'était pas péjoratif, je me voyais déjà haut fonctionnaire, serviteur de la France, héritier des légistes de Philippe le Bel, digne successeur d'hommes d'État de la trempe d'un Colbert, d'un Turgot ou Michel Debré. Pour réussir le concours, il n'y avait là rien de mieux comme motivation, surtout si l'on avait la vocation. Mais les Évènements de n'allaitent-ils pas briser net ce rêve ?

L'action à mener pour éteindre l'incendie gauchiste contrariait la nécessité de bûcher pour réussir le concours suprême, ce dont les gauchos patentés n'avaient rien à fiche. Ils invoquaient religieusement leur saint patron, Marx — Karl et non Groucho. Ils brandissaient ainsi qu'un ostensor *Le Petit livre rouge*, et vénéraient les saints du calendrier communiste : Lénine, Staline, Trotski, l'oncle Ho, Mao, Castro,

Guevara, Hodja, tous bons démocrates. Leurs portraits s'affichaient comme autant d'images pieuses et sacrées dans le hall d'entrée couvert par ailleurs de graffitis. Les trublions idéologisés baptisèrent même un amphi Rosa Luxemburg, révolutionnaire allemande. Eussent-ils été indisposés de lui donner le nom d'une héroïque anarchiste française, Louise Michel, victime de la répression versaillaise de la Commune par Adolphe Thiers, qui la fit déporter au bagne de Nouvelle-Calédonie.

Bien avant que les voitures brûlent au nom de la lutte du prolétariat — alors même que les ouvriers rêvaient d'en avoir une — les contestataires aux cheveux longs et aux idées de plomb défilaient comme des guérilleros vainqueurs, boulevard Saint-Michel, poing tendu et brillant à pleins poumons « C'est la lutte finale, L'Internationale sera le genre humain. » Ils ne voulaient ou ne pouvaient savoir que la Guépéou et le Goulag, les Gardes Rouges et les Khmers rouges, étaient du genre inhumain. Quand on voyait les manifestants défiler sur le Boul Mich en chantant l'hymne selon lequel le communisme sera le genre humain, je disais à un ami avec qui j'allais chercher les cours photocopiés rue Cujas :

— J'espère qu'ils chanteront juste après la Révolution !

Et la horde hirsute défilante brandissait comme des trophées des drapeaux rouges, noirs ou ceux, verts, du Viet Cong ; il n'y manquait alors que celui de la Palestine.

On vivait à l'époque des *Trente Glorieuses* (1945-1975), que suivront les *Trente Piteuses*, puis nos *Trente Calamiteuses*. Comble de chance, la France était en paix : enfin ! Elle sortait d'un cycle presque ininterrompu de 50 ans de guerre, quatre conflits successifs et meurtriers : deux Guerres mondiales puis deux coloniales : l'Indochine et l'Algérie, qui l'avait épuisée, comme elles avaient affaibli sa puissance et rétrogradé son rang dans le concert des nations. Notre pays renaissait. Après tant d'épreuves, il s'était reconstruit à vive allure. Ayant retrouvé la prospérité et possédant désormais l'arme nucléaire (que les opposants au Général appelait la « bombinette »), on la respectait à l'étranger, il est préférable de parler à voix basse avec un grosse massue que gueuler avec une petit bâton Heureux temps ! Nous étions la troisième puissance économique mondiale et l'un des Quatre Grands. Même si, depuis Waterloo, nous avons peu à peu abandonné le rôle-titre à d'autres nations, nous faisons encore partie des nations dont la voie est écoutée et porte dans le monde.

Maintenant, c'est triste à dire, notre voie est presque inaudible et notre influence battue en brèche

partout. On nous a même chassé des pays africains francophones qui nous avaient appelés à les protéger du terrorisme islamisme !

De surcroît, comme les trains, un malheur en cache un autre. Nous n'avions pas encore dégringolé du quatrième au septième rang économique, l'Allemagne, le Japon et l'Inde sont passés devant nous ; la chute n'est peut-être pas finie. Pour compter encore dans le monde, il ne nous reste plus qu'un siège au Conseil de sécurité de l'ONU et l'arme nucléaire !

Dans le même temps, le chômage était, selon les mots des économistes, *résiduel* ou *frictionnel* : 300 000 contre aujourd'hui 5 millions (toutes catégories confondues) ! On trouvait facilement du boulot. On manquait de bras dans l'industrie qui battait son plein, notamment dans le secteur automobile et le BTP, si bien que l'on fit venir du Maghreb une main-d'œuvre peu qualifiée.

Au reste, la stabilité gouvernementale retrouvée contrastant avec la valse des ministères sous les IIIe et IVe Républiques étonnait agréablement dans un pays prétendument ingouvernable. L'autorité et la popularité du Général l'expliquaient. Dans l'une de ces images dont il avait le secret, André Malraux avait affirmé, sous la IVe République, que « le RPF³, c'est le métro à six heures du soir. »

³ Mouvement gaulliste fondé par le Général en 1947.

La croissance *à deux chiffres* nous donnait fière allure. La manufacture des armes et des cycles de Saint-Étienne prospérait, les montres Lip se vendaient bien, les houillères du Nord et les mines de Lorraine n'étaient pas encore fermées. La grande casse industrielle n'avait pas commencé. Et nous n'avions pas encore bradé l'indépendance nationale par pans entiers et successifs, excepté dans le domaine militaire (mais nous sommes moins libres depuis que Nicolas Sarkozy décida l'intégration dans le dispositif de l'OTAN sous commandement américain).

La France allait d'autant plus de l'avant qu'après s'était délestée de son empire colonial par pans successifs (Indochine, comptoirs des Indes, Tunisie, Maroc, AOF et AEF). Elle s'était aussi débarrassée dans la douleur du fardeau ruineux et sanglant de l'Algérie, dont la facture militaire grevait considérablement le budget de l'État et ternissait sa renommée internationale.

Mais ce n'est pas tout. Dotée d'un pouvoir stable, allégée du poids des colonies et du coût des « événements d'Algérie », forte de sa bonne santé économique et possédant désormais l'arme nucléaire, la France engrangeait les succès industriels les uns après les autres.

Petite rétrospective : on avait le paquebot transatlantique France mis à l'eau en 1960, le plus long

au monde jamais construit jusqu'alors la Caravelle à biréacteur, qui précéda Concorde et Airbus ; le Mirage dont le vol inaugural eut lieu en 1966 ; le lancement la même année du Redoutable, premier sous-marin français à propulsion nucléaire ; l'usine marémotrice de la Rance, seule au monde à ce jour, inaugurée en 1966. Nous avons aussi la deudeuche conviviale et la Citroën DS classieuse à suspension hydropneumatique, qui véhiculait Charles de Gaulle ; le procédé SECAM de télévision en couleur ; la fusée Véronique annonciatrice d'Ariane, qui nous fit entrer dans le club très restreint des puissances aérospatiales ; le projet du TGV lancé en 1966 ou encore, autre prouesse technique, le pont de Tancarville, qui remplaça un vieux bac et qui fera dire à Pierre Dac : « Si nous n'avez pas le bac, prenez le pont de Tancarville. ». Songez néanmoins que Mitterrand accusait le général de Gaulle d'être un homme du XIXe siècle ! Il mérita que le chef de la France Libre le qualifiât de « Rastignac de la Nièvre ».

Comme si tout cela ne suffisait pas, on jouissait aussi du prestige que de Gaulle avait à l'étranger.

Au temps du Général, la France elle était pleinement souveraine et ainsi maîtresse de son destin. Ses lois s'imposaient, elles ne traduisaient pas encore les décisions communautaires et les juridictions européennes ne les invalidaient pas. Elle avait son mot à dire au sein d'une Union qui était encore celle de six

nations et non pas un conglomérat supranational et technocratique. Enfin, la bannière à douze étoiles ne côtoyait pas encore, et obligatoirement, le drapeau tricolore.

De surcroît, on jouissait de la gloire universelle de BB, de l'aura non moins mondiale d'Édith Piaf, du prestige de Camus couronné du Prix Nobel, et de celui de Sartre éblouissant les intellos. Tous ajoutaient leur succès au rayonnement de la France. En prime, on admirait nos paysages, que les éoliennes ne défiguraient pas encore. Et notre patrimoine d'exception plaisait aux étrangers. De même pour la gastronomie, les grands vins, l'art de vivre, Et Dior, Lanvin, Chanel, Balenciaga ou Schiaparelli n'avaient pas encore été détrônés par les couturiers branchés de Milan et de New York. Même en sport, on poussait le cocorico avec Anquetil, quintuple vainqueur du Tour de France, comme Hinault après lui, et dire que ça fera 42 ans déjà qu'un Français n'a pas gagné la Grande Boucle, laquelle passe de plus en plus par l'étranger. Enfin, un bonheur n'arrivant jamais seul, deux succès inoxydables battaient les records d'affluence, *La Grande Vadrouille* et *Les Tontons flingueurs*, qui marquèrent l'apogée du cinéma populaire *made in France*. Pour notre contentement aussi, l'essence était bon marché, la conduite automobile sans ceinture et la vitesse illimitée pour les fous du volant.

Nous étions entrés de plain-pied dans la société de consommation. Le mode de vie à l'américaine triomphait. Le salon des arts ménagers battait son plein, celui de l'automobile aussi, et la civilisation des loisirs commençait. Une atmosphère de légèreté, de gaieté, de joie de vivre, d'insouciance régnait, assombrie malheureusement par des grèves ou des catastrophes ici ou là.

Ah, ce temps enfui où l'on avait moins mais où l'on vivait mieux ! Je l'aime encore et le regrette, n'en déplaise à ceux qui me traiteront de vieux chnoque nostalgique d'une époque révolue, de ronchon perpétuel, d'ostrogoth dépassé par l'actualité, qui regarde l'avenir dans le rétroviseur !

On m'objectera qu'il est vain de regretter la splendeur défunte de la marine à voile, la douceur des lampes à huile et le charme des crinolines. En maints domaines, il est vrai, c'était de toute évidence moins bien avant. On travaille maintenant moins longtemps maintenant, moins péniblement aussi, au point que ceux qui jouissent des ressources de l'assistantat se la coulent douce. D'autre part, la santé est meilleure, la vie plus longue, l'assistantat florissant ; on voyage davantage et pour moins cher ; certes également, on dispose de plus de temps libre, de confort et de toutes sortes possibilités qu'au temps du général de Gaulle.

Eh, oui ! l'automatisation, l'informatique, la dématérialisation des dossiers administratifs, les robots, le numérique, le tout en ligne, la 5 G et l'IA, ont rendu l'existence plus facile, plus rapide, plus performant. Mais quand même, les années 1960 offraient leurs avantages et bien des agréments. Ça n'était pas le paradis, mais tout comme.

Ah, ces belles années, les années de Gaulle ! Elles sont évoquées dans *Vacances de porcelaine*, beau roman dont je vous recommande la lecture. Certes, je les idéalise ces années-là, mais non sans raison. Un analyste rigoureux, Nicolas Baverez, rappelle qu'à partir de 1958, la France passa en deux ans « de la faillite à la plus belle décennie de progrès économique et social de son histoire ». Comment n'être pas nostalgique de cette époque bénie, où se déclarer fier d'être Français et de défenseur de l'identité nationale ne vous valait l'accusation infâmante d'extrémiste de droite, ni ne vous renvoyait aussi sec à une phrase stupide et galvaudée, celle « du retour aux heures sombres de notre Histoire » ? Une forte envie me prend de paraphraser Talleyrand qui regrettait les années d'avant 1789. Comme lui, je proclame haut et fort que celui qui n'a pas connu l'époque où de Gaulle régnait n'a pas connu le bonheur de vivre. C'est que la joie d'exister et la fureur de vivre animaient l'époque.

En ce temps-là, il n’y avait ni Internet, ni ordinateur, ni « smartphone » aux fonctions multiples⁴⁴, ni visioconférence, ni chirurgie à cœur ouvert et implants cérébraux, ni tests ADN et pilule du lendemain, ni téléachat et télétravail, ni télé câblée et écran plat, ni puces électroniques, carte bancaire et paiements électroniques, ni digicodes et *pass* Navigo, ni émoticônes, SMS, GPS et QR codes, ni réseaux sociaux, Tweeter-X, Tik Tok, Netflix et Spotify, pas davantage le bouquet numérique offrant 300 chaînes, ni non plus les robots humanoïdes, les hologrammes, la réalité virtuelle et l’intelligence artificielle, laquelle prospère désormais autant que la connerie naturelle.

Comment a-t-on pu exister sans toutes ces choses mirobolantes ? Comment a-t-on pu vivre sans obtenir, en un ou plusieurs clics, tout, tout de suite et même avant ? Je m’en console en sachant qu’il n’y avait pas non plus le « fast food », le « drive-in » ni le *dernier des mots hicants* : le « fake », le bobard suffisait. Il n’y avait pas davantage le piratage informatique, les bobos gauchos écolos et les « antifas », les femmes botoxées, l’homme *déconstruit* et les LGBTQI+, le voile islamique, les « incivilités », les sans-papiers et les OQTF, les terroristes, le narcotrafic, le sida, le covid, l’euthanasie légale et la fonte de la banquise. Vive le troisième millénaire qui nous a apporté tout cela !

⁴⁴ au moins 25, amusez-vous à les compter !:

Certes, du temps du général de Gaulle, tout n'était pas rose dans « l'Hexagone » pour parler comme ceux pour qui ne disent pas la France ou notre pays, apparemment, ça leur écorche le gosier.

Certes, il avait des souffrances, des inégalités criantes et des grèves dures, plus la lutte des classes poing tendu, qui battait son plein, mais le plein emploi existait et le code du travail ne faisait pas, comme maintenant, 3 000 pages.

Certes, il y avait des injustices, de la misère, des souffrances, des clochards et des sans-abris, mais il y en a autant aujourd'hui.

Certes, la pilule contraceptive n'existait pas ; l'accouchement sans douleur ne se pratiquait pas et l'avortement très peu ; on vivait moins longtemps et l'on ne « disparaissait » pas : on mourait.

Certes, l'opposition rageait de n'être pas aux commandes du pays et piaffait d'impatience d'y revenir.

Tout n'allait donc pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. On déplorait de trop nombreux accidents sur les routes et, moindre mal, les embouteillages interminables sur la nationale 7 quand on partait l'été vers la Grande Bleue. Au surplus, on ne jouissait pas des nouveautés apparues depuis lors. C'était fâcheux aussi d'obtenir de piètres résultats aux jeux Olympiques au point que dans une caricature du *Figaro*, le dessinateur Jacques Faizant montra de Gaulle en survêtement,

valise en main, s'apprêtant à partir aux Jeux de Tokyo où nos sportifs glanèrent très peu de breloques, et disant à tante Yvonne : « Rien ne va dans ce pays si je ne fais pas tout moi-même ! »

Certes, une moitié de la France attendait le téléphone et l'autre moitié la tonalité. Au fond et dans l'ensemble, c'était trop beau pour que ça dure. Et c'en était beaucoup trop pour les esprits chagrins et les politiciens au rancart qui rongeaient leurs freins depuis 1958. Au reste, un éditorialiste, Pierre Viansson-Ponté, plagia une formule signée Lamartine et vieille d'un siècle. Cet oiseau de mauvais augure signa à la une du *Monde* un papier titré « Quand la France s'ennuie ». C'était le 15 mars 1968.

Certes enfin, on vivait moins longtemps, mais il y avait sur terre six milliards de bouches en moins à nous nourrir.

Au temps dont je vous parle, la France s'illustrait par quelque chose de singulier : sa grande diversité politique. Le panorama partisan contrastait fortement. La palette des tendances étincelait à foison. Elle regorgeait de couleurs, de nuances, de demi-teintes, de clairs-obscur, en somme de quoi faire enrager de jalousie un peintre. Le pays était riche en variétés politiques, opulent à cet égard jusqu'à la caricature. Sur son sol poussaient des espèces rares, qui voulaient changer de régime, de société, de monde, de logiciel

dirait-on à l'heure qu'il est. On avait le choix entre toutes les nuances de l'arc-en-ciel marxiste : léniniste, stalinienne, trotskiste, lambertiste, libertaire, anarcho-syndicaliste, maoïste, guévariste, titiste, hoksaïste, lumumbiste ou existentialiste à la sauce Sartre qui a soutenu Staline pendant le Goulag. Le communisme avait alors une telle puissance que l'on ne pouvait pas appeler un ami « camarade » sans faire croire qu'il est membre du PCF ou un adhérent de la CGT.

Ah ! si je sais, il y avait aussi, pour meubler le décor, les intellos sartriens, les anarchistes, les libertaires, les situationnistes, les militants de la gauche prolétarienne, les socialistes pur sucre d'après la SFIO et d'avant le PS et leurs dissidents : les psuistes⁵, plus les radicaux opportunistes (pléonasmes) nommés, pour faire chic, valoisien, et même des jeunes chrétiens, les jécistes, qui confondaient Jésus et Marx. Il manquait juste les membres du Comité d'action pédérastique révolutionnaire créé à la Sorbonne, le CAPR, qui deviendra FAHR, front homosexuel d'action révolutionnaire, dont le mot d'ordre était « Envoyons-nous en l'air. », il faut de tout pour faire un monde.

On se console a posteriori en se disant que l'on échappa à une nouvelle variété nocive de partisans des

⁵ 1 - c'est-à-dire les militants du parti socialiste unifié (PSU), dont Michel Rocard fut la vedette principale. Ces « unifiés » présentaient la particularité de s'être désunis de ceux de l'UDSR d'après la SFIO de Guy Mollet et d'avant le PS de François Mitterrand.

solutions extrêmes : les écolos. Les Khmers verts sont au cercle de la raison ce que l'ivraie est au bon grain. Minoritaires en voix mais puissants par leur influence, cajolés par les partis à la recherche d'une majorité, chouchoutés par la plupart des médias, les Verts saturent les débats publics. Ils saoulent à force de vouloir sauver la planète et régénérer l'humanité. Ces post-soixante-huitards attardés sont la quintessence caricaturale du gauchisme, sa version virulente, son mode ultra, intolérant et violent comme ils l'ont démontré les écoterroristes en s'attaquant aux bassines de Sainte Soline. Ces gens-là sont l'expression excessive et punitive d'une bonne cause dévoyée : la défense de l'environnement. Plus souvent qu'à leur tour, il leur arrive de préférer d'énormes contrevérités scientifiques, comme le fait leur cheftaine, Marine Tondelier, dans son opus militant, *Demain, si tout va bien*, paru chez Albin Michel en 2026. Leur force vient ce qu'ils servent d'indispensable force d'appoint pour des majorités électorales gagnantes nécessaires pour être au gouvernement, comme dans les municipalités. Composante indispensable et non dernière roue du carrosse des gauches plurielles, ils en sont la maladie sénile

Dieu merci, on échappa également à quelque chose de terrible, advenu depuis à Sciences Po, dont il

ternit la réputation : l'antisémitisme, peste produite par l'alliance du gauchisme et de l'islamisme, ce dernier imposant des produits étiquetés... *Médine France*. Mince consolation, dans le pire il y a aussi les *black-blocs* cagoulés gourdin en main, saccageant et brisant à visage masqué, en toute impunité.

Les contestataires s'insurgeaient en paroles et par action contre les autorités établies. Ils s'en prenaient tout particulièrement à de Gaulle. « Pensez-donc ! un militaire, c'est forcément un fasciste, un putschiste dans l'âme » se disaient-ils. Lui, Charles de Gaulle, un séditieux ? Ces petits rigolos avaient la mémoire courte. Ils oubliaient que, sept ans auparavant, le chef de l'État avait fait réprimer avec la plus extrême sévérité une junte, celle d'un quarteron de généraux félons flanqués d'officiers ambitieux et fanatiques, qui mettaient en péril la légalité républicaine. Au reste, ces gauchistes imbéciles ignoraient que la foi catholique du « plus illustre des Français » (René Coty) l'éloignait de toute sympathie pour l'extrême droite qui, d'ailleurs, le haïssait. On reprochait aussi à de Gaulle d'être un dictateur ! L'accusation prête à rire. Connaîtriez-vous un autre dictateur au monde qui ait démissionné volontairement, de son propre chef, sans y être contraint, et cela deux fois dans sa carrière, en 1946 et en 1969 ? La vérité historique oblige à dire qu'au cours de toute sa vie publique, le général de Gaulle se

comporta en républicain irréprochable : je mets au défi quiconque prétendrait le contraire.

Dans une tribune publiée dans *Le Monde*, la veille des élections législatives de mars 1967 je rappelai que ce général décrié par les contestataires avait non seulement rétabli la légalité républicaine et les libertés publiques en 1944, mais également exonéré de service militaire les objecteurs de conscience : c'était dictatorial ça ?

De son côté, l'opposition rageait d'avoir perdu d'un poil ces élections. Elle exploita l'agitation étudiante pour se refaire une santé. Mendès France s'illustra par sa présence muette au stade Charléty. Et l'ambitieux prétendant à l'Élysée, Mitterrand, croyant le pouvoir vacant, proposa dans la foulée de former un gouvernement provisoire. Cela lui valut les foudres du mouvement gaulliste qui ne le portait déjà pas dans son cœur. Car ce Rastignac avait écrit en 1964 *Le Coup d'État permanent*, où il comparaît le chef de la France Libre à Hitler. Comparaison odieuse et surprenante de la part d'un politicien qui avait juréq fidélité au maréchal Pétain, lequel, en échange, le décora de la francisque.

L'amalgame des groupuscules idéologiques avec les partis politiques de la gauche républicaine – leurs idiots utiles – entretenait l'agitation, l'explosion, la déflagration. Certains croyaient rejouer en mode

quartier latin la révolution de 1789 ou parodier celle de Saint-Pétersbourg en 1917, avec la vieille indécrottable manie de faire du passé table rase. Au surplus les acteurs de Mai 68 illustraient à la perfection le mot de Karl Marx : « L'Histoire ne se répète pas, elle bégaie. »

Dans notre pépinière saturée de politiciens en herbe, les artisans de la future union de la gauche caviar étaient à pied d'œuvre. Pressentaient-ils qu'ils deviendraient les propagateurs de la bonne parole et les permanents d'une idéologie triomphante auxquels la presse écrite et audiovisuelle majoritairement orientée dans le même servirait serviraient la soupe matin, midi et soir ? En attendant, je côtoyais des gosses de riches de ce bord-là parmi lesquels il y a quelques rejetons de vieilles familles. Un nombre non négligeable d'entre eux exprimait son hostilité à la politique gouvernementale. À peu d'exceptions près, ils se déclaraient antibourgeois, anticapitalistes, antifascistes, antiracistes ou anti-impérialistes tendance Mao, Castro ou Tito. Partant, ils affichaient un antigauillisme farouche.

Ces enfants nés avec une cuiller d'argent dans la bouche claquaient l'argent de poche au Basile, troquet sélect au coin de la rue Saint-Guillaume, et chez Jeannette, la libraire avenante qui tenait boutique sur le trottoir d'en face. Sans doute par mauvaise conscience, cette jeunesse dorée singeait les

révolutionnaires d'antan. Elle mimait, sans le savoir ni leur arriver à la cheville, les grands frères qui érigèrent les barricades en 1948. Les nouveaux émeutiers de pacotille renversèrent les voitures. Et ils abattirent boulevard Saint-Michel les arbres, l'arrachage prédisposa ces vandales à devenir quelques décennies plus tard des Khmers verts. Saccages et matraquages rythmèrent les nuits chaudes du Quartier latin. Légataires de la haine anti-flics, qui ne date pas d'hier, les émeutiers hurlaient *À bas l'État policier !* et, vociféré encore plus fort : *CRS SS !* Si la Gestapo avait patrouillé dans les parages, les contestataires eussent vite déguerpi, à supposer même qu'ils eussent pointé le bout du nez. Cela compensait-il les heurts d'avant-guerre, bande contre bande sur les flancs de la Montagne Sainte-Geneviève, canne plombée dans une main, pistolet d'ordonnance dans l'autre ?

Risible aussi ce gugusse ravagé sur les bords, qui déboula un jour dans le hall d'entrée de l'école, cheveux au vent, yeux exorbités et s'écriant, tout affolé :

— J'ai vu les chars ! Ils sont au Luxembourg, devant le Sénat,

— T'es sûr ? Tu les as vraiment vus ? demanda-t-on à l'olibrius.

— Oui, je les ai vus comme je vous vois, répondit-il en filant vers la bibliothèque.

À l'opposé de cet illuminé, il y avait les centristes pathétiques. Issus comme les gauchistes des milieux favorisés, ceux-là étaient assez nombreux mais nettement moins virulents que les perturbateurs pseudo-révolutionnaires. Peu agités et tous bien habillés, ces éléments modérés de l'engance rebelle, distillaient de manière posée leurs points de vue pro-européens et atlantistes, donc pro-américains, et de ce fait antigauillistes déclarés ou dissimulés, nul n'est parfait. L'un de ces opposants distingués exprima dans une tribune libre son dépit que les Français plébiscitent « un homme de confiance dont l'âge, les rassure et dont le prestige les flatte. »

Extrémistes ou modérés, tièdes ou emportés, toujours est-il que les contestataires de Sciences Po étaient pour la plupart des filles ou des fils à papa crachant plus ou moins dans la soupe, des jeunes bon chic bon genre et propres sur eux ; les gars en veste tweed, belle cravate et mocassins coûteux, certains chaussant des Weston ; quelques-uns même, nés avec une cuiller en argent dans la bouche, paraient en MG, en coupé sport ou en Spider et, devant l'entrée de l'école, faisaient vroum vroum pour épater les nanas. Celles-ci portaient un tailleur élégant et un collier de perles, voire un catogan. J'avais donc le plaisir désagréable de côtoyer des rejetons de bonnes familles

des beaux quartiers, sauf le petit nombre de gens comme moi boursier de la République, produit à venir de la méritocratie, portant des vêtements achetés pour pas cher au décrochez-moi-ça. L'argent de poche me venait des petits boulots effectués par ci par là, et des piges que j'écrivais épisodiquement pour le quotidien gaulliste *La Nation*, dont le rédacteur en chef, Jacques de Montalais m'avait en sympathie

Quant aux je-m'en-foutistes, aux indifférents et aux pétochards, ils avaient décampé soit par frilosité, soit par calcul : ils allèrent potasser loin de la tempête pendant que nous l'affrontions sur place.

Par parenthèse, j'exclus du lot les Mademoiselle de, ces minettes de la noblesse désargentée en tailleur Lanvin venues faire trois petits tours rue Saint-Guillaume, le temps de dénicher dans cette manière d'agence matrimoniale un futur époux, beau gosse de préférence, riche si possible, promis à un bel avenir, de premier ministre par exemple, avec, peut-être, le secret espoir de devenir un jour Première Dame de France, on ne sait jamais. Je ne généralise pas. Il y avait aussi des filles studieuses et appliquées qui réussissaient mieux que les garçons. J'exclus quelques gravures de mode, belles créatures vénusiennes et vésuviennes, qui justifiaient l'adage « Une jolie fille à Sciences Po, trois diplômés de moins. » Elles avaient la capacité de « traîner les cœurs après soi », comme l'écrit Racine

dans *Phèdre*. Soit dit par parenthèse, j'en pinçai pour l'une d'entre elles, la plus belle, dont, je le redis, je tairai le nom. Quand je devins assistant de conférence, on l'était dans un binôme, j'exprimai auprès du directeur le désir d'être avec elle. Il me traita de vipère lubrique. Je lui répondis : "Lubrique, oui ; vipère, non !"

Dans la contestation qui commençait, que pouvions-nous faire, nous les jeunes gaullistes, qu'allions-nous oser ? Qu'est-ce qu'il était possible de tenter dans ce contexte hostile ?

Ma réponse fut rapide et mûrement concoctée. Je pris le parti de résister, d'organiser un commencement de lutte, de contrecarrer autant que faire se peut l'action des semeurs de désordre. Je ne fus pas seul, heureusement. Des cœurs vaillants étaient dans le même esprit, ils contestaient la contestation. C'est alors que Gilles Mann, Pierre Lassus et moi avons créé le *Comité de libération de l'IEP*.

Hélas ! l'Histoire n'a pas retenu le nom de notre Comité. Pourtant, la Fondation nationale des sciences politiques sise rue Saint-Guillaume non plus avait pris la peine de m'interviewer en 2018 à l'occasion cinquante ans après la tornade. Je répare son invraisemblable oubli. Je le fais d'autant plus qu'un pilier de l'école, le professeur Gérard Vincent, ne parle pas davantage de notre action quand il évoque l'événement dans un livre épais, sérieux et fort documenté, où il trace l'histoire de

Sciences Po depuis sa création⁶. En narrant notre aventure, je comble le manque fâcheux dans son monument de science et de conscience. L'erreur, que je répare ici pour la postérité, est sans doute involontaire. Toutefois, si nous avons commis des violences, je gagerais que l'auteur en eût parlé, pour jeter l'opprobre sur le Comité de libération ; il nous aurait peut-être même agoni d'injures.

Pour pacifiques qu'ils fussent, les membres du comité de libération de Science-Po n'en étaient pas moins des gens déterminés, des courageux, téméraires, magnanimes. Au premier chef, Gilles Mann, d'une bravoure permanente. C'était une intelligence vive et inventive, un esprit droit, une belle âme, ardente et pure. Sous l'Occupation, il serait devenu, j'en suis persuadé, un héros de la Résistance. Il se serait assurément sacrifié pour que survive la France. Pierre Lassus était un autre pilier solide de notre Comité. Calme, posé, serein, celui-ci se montrait toujours gouailleur, narquois, moqueur ; il maniait bien l'humour, un humour raisonné, corrosif, dévastateur. À nous trois, nous formions l'équipe de base, le trio directeur de la contre-contestation, qui tournait à la bonne vitesse. Six téméraires nous rejoignirent sans réticences. Eux aussi étaient des intrépides, des audacieux, des magnanimes : Alain Baumann, Henri

⁶ *Sciences-Po Histoire d'une réussite*, 419 pages Éditions Olivier Orban, 1987

Josseran, Christian Philip, Rochereau de la Sablière, Christian Tremblay et Jacques Troesch. Quand on commença à faire parler de nous, Pierre Charpy révéla dans le journal *Paris-Presse L'Intransigeant* que notre Comité se réunissait clandestinement dans une brasserie parisienne place du Chatelet, *Le Mistral*, où souffla fort le vent de notre contre-attaque, de notre contestation de la contestation ; cela nous valut une filature des RG !

Dans l'intervalle, l'IEP si calme d'ordinaire venait d'être rebaptisé Institut Lénine. La ruche devint excitée, bourdonnante, méconnaissable, maculée d'inscriptions, les unes débiles, les autres obscènes. L'imagination avait pris le pouvoir, comme disaient les perturbateurs. Le hall d'accueil si austère, si suranné et terne, prit soudain d'étranges couleurs. Transformé en panneau d'affichage, on lisait sur les murs des sentences qui se voulaient proverbiales, telles : « Je ne veux pas perdre ma vie à la gagner », « Cours camarade, le vieux monde est derrière toi ! » » j'en passe et des plus ridicules comme « Je décrète le bonheur permanent. » Ou des annonces grotesquement menaçantes, telle que « France, petite bourgeoise, ne crois pas revenue ta douce quiétude, ne crois pas refermée la parenthèse, le régime est en sursis ». Les affirmations allaient jusqu'à l'imposture avec cette protestation héroïque : « À bas la dictature gaulliste ! »

Des aphorismes édifiants pleuvaient aussi, comme : « Un bon maître, nous en aurons un jour, dès que chacun sera le sien ». Venant de la part d'énergumènes qui avaient pour mentors Marx ou Mao, cela faisait doucement rigoler. Et on nous gratifia de jeux de mots à deux balles, comme celui-ci : « En France, il y a 38 000 communes. Nous en sommes la seconde » ou, encore plus mauvais : « La France vaque à ses occupations. » Les scribouilleurs farfelus de ces pensées impérissables accrochaient aux murs leurs rêveries, leurs fantasmes, leurs élucubrations. À tout prendre, je préférais l'apophtegme du fondateur de *L'Os à moelle* et créateur du MOU, « mouvement ondulatoire unifié », Pierre Dac, qui se déclarait « résolument pour tout ce qui est contre et contre tout ce qui est pour ». Là, c'était d'un loufoque réjouissant.

Un malheur arrive rarement seul. L'IEP « occupé » se peupla d'énergumènes hirsutes venus d'on ne sait où, surtout de la Sorbonne en délire, dont les palabres égalitaristes allèrent jusqu'à proposer la suppression du wagon de queue dans le métro et où l'on diffusa cette proclamation : « Le pouvoir avait ses universités, les étudiants les ont prises. Le pouvoir avait ses usines, les ouvriers les ont prises. Le pouvoir avait sa radio, les journalistes l'ont prise. Le pouvoir n'a plus le pouvoir, nous le prendrons. » Quelques évangélistes vinrent aussi de Jussieu où l'ambiance était tout aussi excitée.

L'Institut offrit un décor surréaliste, disons plutôt bordélique. Dans cette ambiance et ce climat, il servit de parloir, de défouloir, d'engueuloir, de branloire⁷, de foutoir, et même, passez-moi l'expression, de baisodrome. Car un mot d'ordre propre à orgasmer d'hédonisme avait force de loi : « Vivre sans temps morts et jouir sans entraves ». Un autre slogan sorbonnard, pacifique et érotique celui-là, disait : « Faites l'amour, pas la guerre ! » Vaste programme. L'école devint un tel lupanar qu'un gauchiste écrivit dans les toilettes : « Depuis que je la lave à l'Omo, ma copine a les dents plus blanches » ! Je me souviens aussi qu'un pseudo-étudiant sorti d'on ne sait où distribuait des photos porno à l'entrée de l'École, c'est vous dire. Le chaste fondateur de l'IEP, Émile Boutmy, s'en retourna, m'a-t-on dit, dans sa tombe.

Dans cette pétaudière aux allures de pandémonium, notre première action fut symbolique. Nous arrachâmes le drapeau rouge que les gauchistes avaient planté sur la façade de l'immeuble. Se prenaient-ils pour les héroïques soldats russes qui mirent le drapeau orné d'une faucille et d'un marteau sur le Reichstag bombardé dans Berlin en ruine ? Le directeur n'avait pas fait retirer le tissu rouge. Nous le

⁷ Sans commune mesure avec le *branloire pérenne* dont parle Montaigne dans ses *Essais* : « Le monde n'est qu'un branloire pérenne. Toutes choses y branlent sans cesse : la terre, les rochers du Caucase, les pyramides d'Égypte, et du branle public et du leur. La constance même n'est plus qu'un branloire plus languissant. »

remplaçâmes par l'emblème tricolore frappé de la croix de Lorraine sorti du grenier d'un père qui avait combattu dans la Résistance. Quelque fureur qu'aient éprouvée les bordélistes, aucun enragé ne s'avisait de l'arracher. Nous y veillions comme au lait sur le feu. L'un des nôtres, Gilles Degrémont, nous initia au close-combat, cela se révéla utile. Hélas ! le directeur, un trouillard de première, fit enlever subrepticement notre emblème par les appariteurs à ses ordres. La croix de Lorraine le gênait apparemment davantage que l'emblème soviétique et que l'affichage obscène dans le hall d'entrée. C'était un malin, sachant naviguer entre deux eaux. De cette manière, il dirigea l'Institut pendant une bonne quarantaine d'années !

En revanche, nous laissâmes à sa place le grand calicot rouge mis devant l'entrée de l'immeuble, où était écrit « école libre, occupée ». D'une certaine manière, le blason de l'école signifiait beaucoup : un lion et un renard tiennent dans leurs pattes un livre ouvert. La force et la ruse, que symbolisent ces deux animaux, les perturbateurs en firent preuve pour entraîner les élèves, bernier les enseignants et réussir la grève générale du 13 mai. Et la couleur de l'emblème animalier annonçait l'orientation idéologique : rouge ; bref l'école libre ne l'était plus.

Avec les moyens du bord, nous rédigeons des tracts circonstanciés et sarcastiques, que nous ne placardions dans le hall, sinon ils auraient été immédiatement arrachés. Nous ne les distribuons qu'à nos amis et aux élèves du même bord que nous. Nos papiers tournaient en dérision les palabres psychédéliques, les postures ridicules, les propos grotesques, le délire collectif, bref : l'infame merdier.

Mai 68 : un soulèvement de la vie ? Mon œil ! Au mieux, une pseudo-révolution avortée et un bazar innommable, pour ne pas dire plus. Jugés corrosifs, nos brûlots moquaient l'outrecuidance idéologique. Ils faisaient mouche et rire sous cape. J'ai oublié leurs phrases choc, hormis celle-ci : « Modérés, oui ; mollassons, non ! » On remettait nos papiers tirés, faute de moyens, en toutes petites quantités aux élèves sérieux ; il en restait quelques-uns qui venaient inutilement puisqu'il n'y avait plus de cours ni de conférences. Gilles Mann garda la collection des tracts séditieux et je n'eus pas le réflexe de les garder. Gilles Mann mourut trop tôt. Impossible de retrouver ces libelles. Quel dommage ! La chose s'est passée comme dans les tragédie grecques : moult écrits, peu en est resté, sinon le souvenir que j'en garde.

Dans le hall d'entrée se trouvait un vestiaire tenu par des dames en uniforme. Elles étaient, avec les appariteurs en tenue aussi, la fierté de la maison.

Les bagarreurs entreposaient au vestiaire, dans de longs sacs de sport, leurs battes de base-ball, manches de pioche et autres instruments d'explication diplomatique, que les braves dames rangeaient soigneusement sans vérifier ce que contenaient les bagages. De là vient un fait mémorable, qui marqua les esprits. Les gauchistes avaient décidé d'envahir le bureau du directeur, l'inamovible Jacques Chapsal. Ce timoré, un écolo à vélo avant l'heure, venait à l'école à bicyclette, les pinces autour du pantalon sans taches d'huile sur les pans. Il craignait de salir son habit, mais il craignait encore plus pour sa peau que pour l'intégrité de son bureau majestueux. Nous évitâmes à ce trouillard le ridicule de l'impuissance en empêchant l'intrusion. Mais à quel prix ! Une castagne eut lieu, non pas avec les gauchos mais divine surprise ! avec l'extrême droite. Elle nous tomba littéralement dessus en déboulant du deuxième étage alors que nous venions d'accéder au premier où les gauchistes allaient toquer à la porte du directeur, qui eut alors, je le présume, la plus grande trouille de sa vie. Nostalgiques de Vichy, partisans de l'ex-Algérie française ou admiratifs des colonels grecs qui venaient de réussir un coup d'État, les fachos s'étaient armés d'arguments contondants : gourdins, bâtons, barres de fer. Les fachos affiliés au GUD ou à Occident rageaient que des gaullistes voulussent évincer ceux que l'on appelait les

mao Spontex par analogie avec une publicité qui vantait alors les vertus d'une éponge. Bagarre homérique. Distribution générale de torgnoles, de gnons, de coups de pied ou de métal devant le bureau du directeur livide de trouille, castagne dans l'escalier et jusque dans le hall d'entrée. Au milieu de la mêlée, entre les extrémistes de droite et nous, se dressa tout à coup Daniel Garrigue (qui deviendra vingt ans plus tard député de la Dordogne). Du haut de sa grande taille, il cria, bras levés sous les horions reçus de toutes parts, « Pas de bagarre entre les nationaux ! » Résultats : bureau directorial inviolé, gauchos en débandade, fachos furieux, vêtements déchirés, plaies et bosses. Et moi claudiquant huit jours. Car, dans la bagarre, un coup violent m'avait été asséné au genou par un futur ministre, Gérard Longuet, il fallait bien que jeunesse se passât.

Edgar Morin a qualifié Mai 68 de « 1789 socio juvénile ». L'événement exprimait l'envie de se révolter chez de vieux ados qui ne s'étaient pas rebellé à l'âge adéquat. Quant à l'envahissement de la Sorbonne et ses suites, ce fut une parodie de prise de la Bastille, plus les barricades de 1848 sans Marianne dessus, en bonnet phrygien, sein à l'air, fusil en main et guidant le peuple de Paris vers un avenir grandiose. L'aventure, qui se voulait insurrectionnelle, traduisit la montée en puissance du pouvoir étudiant et l'explosion des

effectifs : ils étaient passés en dix ans de 200 000 à 500 000 ! D'où des amphes pleins à craquer et une ambiance explosive qu'il suffisait d'exploiter. La prise de parole par les jeunes révoltés résulta aussi de la conjonction de deux phénomènes puissants, l'un d'ordre anthropologique : la sortie de l'enfance, l'autre de nature intellectuelle : l'adhésion à une pensée révolutionnaire ou présumée telle et qui offrait une rupture radicale avec le monde tel qu'il se présentait, sur le plan politique en particulier.

Secret de polichinelle, le propre des révolutions — qu'elles soient réelles ou proclamées telles — est de verser dans les excès. Un sage, qui était par ailleurs une sommité, Jérôme Monod, prix Nobel de médecine, avait averti les excités : « Si vous allez trop loin, vous n'irez nulle part. » Les têtes brûlées n'en eurent strictement rien à secouer. Elles continuèrent leurs agissements et leurs turpitudes. C'est ainsi que le jour même de l'occupation de Science-Po, Cohn-Bendit déclara : « La révolution qui commence remettra en cause, non seulement la société capitaliste, mais la civilisation industrielle. La société de consommation doit mourir de mort violente. Nous voulons un monde nouveau, original. Nous voulons un monde où la certitude de ne pas mourir de faim s'échange contre la certitude de mourir d'ennui. » Je résume : capitalistes, consommateurs, téléspectateurs, prenez-en de la

graine ! Et il faudra vous y faire : votre avenir est compromis.

Retentissante aussi l'expulsion sans violence du vice-président de l'UNEF, Jacques Sauvageot, ultra socialiste breveté PSU. C'était l'un des meneurs nationaux de la chienlit, l'une des trois vaches sacrées du Mouvement, avec Cohn-Bendit et Alain Geismar. Il s'était invité sans droit ni titre. Estimant que les sciences-potards sont malléables et convertis, et le terrain conquis, l'agitateur pensait prêcher en toute quiétude, comme aujourd'hui Rima Hassan dans les facs vérolées. Il s'imaginait sans aucun doute qu'en l'écoutant les sceptiques et les timorés allaient comme par miracle se convertir aussitôt. Surpris d'être viré sans avoir pu endoctriner les étudiants de Sciences Po, ledit Sauvageot repartit la queue entre les jambes. Son éviction eut lieu sous l'œil éberlué du chef de BASE, groupuscule gauchiste maison, animé par un contestataire méchant mou, patelin et obèse, Alain Barrau, qui deviendra un apparatchik socialiste, député et maire de Béziers, sa corpulence préfigurait le qualificatif « éléphant du PS ». Le quotidien *Paris-Presse L'Intransigeant* relata l'exploit de notre commando.

On atteint le comble avec le pseudo-parlement autoproclamé — en réalité, le soviet de la Contestation. L'Amicale des élèves disputée entre les extrêmes sertit

d'enjeu et de faire-valoir. Une assemblée générale eut lieu, où allait se jouer le destin de l'école. Un scrutin fut organisé par ces grands démocrates qui clamaient « Élections, piège à cons ! » Le collège électoral comptait 3000 élèves⁸. 2700 participèrent au vote. Deux camps s'opposèrent. Notre motion E proposait le maintien des épreuves à la date prévue. En sens inverse, la motion J présentée par les protagonistes de l'UNEF exigeait leur report. Pleins de véhémence coléreuse et assourdissants de phraséologie doctrinaire, les contestataires quelque peu jargonneux tenaient en substance, et en clair-obscur, ce discours abracadabrant, je résume et traduis :

« Pas d'examens en juin avant la réforme en profondeur de Sciences-Po. Mais pas de réforme de l'IEP sans réforme préalable de l'enseignement supérieur. Et point de réforme de l'Université non précédée d'une réforme complète de la société française. » Et pourquoi pas du monde entier ?

On pouvait donc attendre longtemps avant de passer les examens ! Afin que notre motion puisse l'emporter, j'avais demandé à un brillant élève, l'un des plus doués de notre promo, d'exposer le point de vue des étudiants qui voulaient étudier. Cet oiseau rare faisait des étincelles dans une conférence de méthode

⁸ Le nombre d'élèves des trois années s'élevait en 1969–70 à 4000, sans compter ceux des séminaires, des pré ENA et du cycle de sciences politiques

où nous étions ensemble. Et il venait de connaître un commencement de célébrité en remportant haut la main un jeu télévisé assorti d'un concours hippique. Cet étudiant promis à bel avenir, venait, l'hiver à l'école en voiture de sport et manteau de fourrure élégant. Il s'appelle Laurent Fabius. Il intervint dans l'amphi Boutmy rebaptisé Che Guevara, et parla lentement, d'une voix calme. Il n'eut droit qu'à des huées. Au pied de la chaire, deux maîtres de conférences, futurs ministres de Mitterrand, Jean-Pierre Chevènement Pierre Joxe, traitèrent Fabius de « petit con », la vérité si je mens.

La motion gauchiste l'emporta par 1 700 voix contre 1 000. Notre échec s'explique par la désertion de tous ceux qui préférèrent rester chez eux.

L'assemblée pseudo-soviétique autoqualifiée AG connut un autre moment pénible et houleux. Sous des sifflets nourris, que dis-je, sous des vociférations copieuses, l'éminent doyen Georges Vedel — qui nous enseignait le droit constitutionnel — opposa aux hurluberlus hurlants que démolir le système ne profiterait qu'aux étudiants fortunés. Or, comique de l'histoire, ceux-là même qui le conspuaient étaient des fils ou filles à papa. L'enjeu se révélait crucial : l'IEP était la première grande école où allait se passer le diplôme, en juin. Les exaltés voulaient donc que la première digue explose, que le verrou saute. En vain. Après

maintes réunions paritaires et « palabres entre les enseignants et les insurgés, les épreuves furent maintenues, les agitateurs marris, mais le calendrier tout de même bousculé : le concours n'eut lieu qu'en fin d'année, ce qui donna le temps de réviser et de rattraper le retard pris par rapport aux modérés mollassons qui étaient partis tranquilles à la campagne pour apprendre par cœur leurs photocopiés.

La réclamation des droits sacrés des étudiants n'eut d'égales que la remise en cause du magistère professoral et la poursuite acharnée des visées révolutionnaires ou prétendues telles. Dans cet esprit, la grève générale avait eu lieu le 13 mai. Commencée le lendemain, l'occupation des locaux se prolongea. Elle s'acheva le 27 juin, veille des vacances : les rebelles étaient pressés de partir à la plage, aux frais de leurs parents. Moi, je fis un petit boulot pour payer les miennes. De nos jours, eux iraient rejoindre une « rave party ».

Le général de Gaulle jugea la situation « insaisissable ». Il s'en alla à Baden-Baden, chez Massu qui commandait nos forces armées en Allemagne, ce qui alimenta la rumeur d'un probable coup de force militaire. De son côté, Valéry Giscard d'Estaing déclara que « la jeunesse en ébullition rejette deux *leitmotive* : la poursuite des biens matériels et les masques abêtis du conformisme ». Conformiste ? Oui, elle l'était

assurément. Car les contestataires calquaient d'anciens schémas révolutionnaires. Ils étaient mus par des réflexes conditionnels, comme le chien de Pavlov qui salivait au signal.

Hors les murs de Sciences Po, il se passait aussi des choses étranges. Me revient à l'esprit la prise de bec avec la fille, mignonne mais teigneuse de Maurice Grimaud, le préfet de police de Paris, chargé d'y maintenir l'ordre. À dessein peut-être d'enquiquiner son père, la petite peste bien sapée pactisait avec les contestataires. Dans l'échange électrique entre nous, elle me lança : « Je te pisse dessus ! », ce à quoi je répliquai : « Essaie ! Mais tu auras du mal. »

Affleure aussi à ma mémoire une virée impromptue au Quartier Latin quand il brûlait comme un chaudron. Dans ce quartier passablement ébouillanté, j'accompagnai, à sa demande, un conseiller du président de la République, le préfet Thierry Kaepelin, que je connaissais. Il faisait mine de venir en badaud. Décontracté, sans cravate, les mains dans les poches, c'est tout juste s'il ne sifflotait pas, ce haut fonctionnaire placide voulait prendre la température. Au milieu d'un petit attroupement, il écoutait, se mêlait à la conversation enflammée, posait des questions, rassemblait des matériaux afin d'informer l'Élysée sur la chienlit. Un manifestant manifestement halluciné vociférait. Il en appelait ni plus ni moins qu'à la grève

générale et illimitée jusqu'à l'abolition totale du capitalisme. Kaepelin lui demanda :

— Ne craignez-vous pas que les ouvriers perdent leur boulot ?

— On s'en fout!» lui répondit le zozo chevelu et complètement givré.

À Sciences Po comme ailleurs, les émeutiers répandaient le bruit de batailles nocturnes prétendument sanglantes, dont se délectaient les postes périphériques qui amplifiaient les castagnes. Ce ne fut pas sans conséquence dans notre établissement. Dans l'entrée, il y avait, il y est toujours, un long banc appelé, à cause de sa forme allongée et arrondie aux deux bouts, *péniche*. Elle servit d'estrade aux meneurs et aux orateurs. Juché dessus un beau matin, un enragé - qui deviendra inspecteur des finances et que Mitterrand nommera PDG d'une entreprise nationale pétrolière juteuse — hurlait : « Camarades ! donnez-votre sang ! Des étudiants matraqués sont mourants à Beaujon. » Plus c'est gros et mieux ça passe, certains coururent à cet hôpital. ! Il est vrai qu'à écouter les reporters des stations périphériques qui rendaient compte des échauffourées avec un maximum de manque d'objectivité, on aurait cru entendre le râle des prétendus agonisants. Infox, mensonge, calomnie. Au quartier latin, les émeutiers criaient *CRS SS !* Sartre relaiera cette calembredaine en osant prétendre que

« si l'État n'est pas fasciste, la police l'est déjà. » L'affirmation selon laquelle « la police tue » ne date pas d'hier. Elle remonte à 1947 quand un ministre socialiste, Jules Moch, fit matraquer des ouvriers lors de grèves de nature insurrectionnelle. *CRS SS !* c'est court et ça rime, à ceci près que, je le répète, si en mai 1968, la Gestapo avait déboulé, je vous fiche mon billet, sans risque de me tromper, que les arracheurs d'arbres et les lanceurs de pavés eussent déguerpi illico, à supposer que ces vandales eussent envahi la chaussée pour commettre des dégradations. Et malgré la répétition des incidents, malgré la longueur des échauffourées, malgré la violence des affrontements et les coups de matraque reçus, eh bien, il n'y eut aucun mort. En comparaison, le soulèvement étudiant à Mexico en octobre de la même année s'était conclu sur le massacre de Tlatelolco, qui fit plusieurs dizaines de manifestants tués, voire une centaine.

Enfin arriva le 30 mai, jour J, jour de délivrance, jour de gloire. Les thuriféraires du printemps 1968 occultent l'évènement, d'exceptionnelle ampleur. Déclenchée en 24 heures, l'onde de choc préluda le raz-de-marée législatif de juin. On eût couru à l'échec sans le bouche-à-oreille qui permit d'informer des gens qui d'ordinaire ne descendent pas dans la rue. Le général de Gaulle avait parlé à la radio à 16 heures. Éloquente et foudroyante, l'allocution présidentielle servit

d'électrochoc et de réveil des patriotes. L'Homme du 18 Juin venait de siffler la fin de la récréation, des troubles, des désordres. Il arma la volonté des Français soucieux d'un retour à la paix et au travail. Terminé le chahut commencé à la piscine de Nanterre et amplifié par les occupations d'usines comme par les élucubrations du théâtre de l'Odéon plongé dans une tornade verbale comme dans une bouffée délirante.

Au grand désespoir de ses dirigeants, le Mouvement du 22 mars s'éteignit comme les lampions d'un bal populaire raté. Les soixante-huitards pouvaient remballer leur contestation merdique, leurs proclamations incendiaires, leurs slogans trompeurs, leurs mots foireux et leurs illusions. La farce devait cesser et le cours normal des choses reprendre son rythme comme un long fleuve tranquille. Le pays allait de nouveau respirer, les étudiants étudier, les ouvriers usiner, le peuple vaquer à ses occupations, et, dans les stations d'essence rouvertes, le pétrole couler de nouveau dans les réservoirs, tandis que les CRS malaimés rentreraient dans leurs casernes avec leurs casque, leur bouclier, leur matraque, et des grenades offensives qui ne firent aucun mort.

De la péniche, nous partîmes à la contre-manifestation par un bel après-midi — sous les rires méprisants des gauchistes, et les quolibets persifleurs de quelques centristes qui nous jetaient : « Il est foutu

vosre vieux Général !» Malgré leurs propos fielleux, malgré leurs sourires moqueurs et leurs ricanements désagréables, ils étaient dépités que de Gaulle fût, retour de Baden-Baden, plus résolu que jamais à tenir les rênes du pouvoir.

Ladite manifestation était fixée à 18 heures. Elle se serait cantonnée à la place de la Concorde, au cas où la mobilisation serait insuffisante pour remonter la plus belle avenue du monde sans peur du ridicule. D'où la décision de se rassembler au préalable en divers lieux de la Capitale, puis de converger place de la Concorde.

Bannière blanche *UJP Sciences Po Paris* déployée et fièrement tenue par deux militants, drapeaux flamberge au vent, calicots arborés, croix de Lorraine épinglée sur la veste, notre frêle cohorte démarra résolument et gaiement. Direction esplanade des Invalides. Nous chantions *Le Chant du départ*, hymne si beau, si mélodieux. Sur le chemin, les habitants aux fenêtres applaudissaient. Beaucoup intégrèrent notre cortège et l'allongèrent. Des photos prises par la Préfecture de police — filait-elle le meneur ? — me montrent, serviette de cuir dans une main, drapeau tricolore dans l'autre. L'Esplanade grouillait de manifestants qui manifestaient leur contentement d'être là. Quel plaisir de les rejoindre ! Les organisateurs qui siégeaient rue de Solférino avaient donné pour instructions pour le sursaut salutaire improvisé en 24

heures qu'en cas d'affluence, on se dirigerait vers les chevaux de Marly. Sans hésitation, nous y allâmes d'un bon pas, visage radieux, cordes vocales vibrantes, cœur gonflé d'ardeur. Puis notre cohorte devint comme une petite rivière qui grossit avant de se jeter dans un grand fleuve. Car, en franchissant le pont de la Concorde, à l'approche de l'Obélisque, nous vîmes, à n'en pas croire nos yeux, un espace noir de monde d'où montait une clameur agréable. Et immédiatement nous nous rendîmes compte que les Champs-Élysées étaient envahis d'un bout à l'autre. Les comités de défense de la République vomis par les gauchistes avaient œuvré efficacement pour le succès de la contre-manifestation. Un million de personnes. Du jamais !

La marée humaine s'étendait à perte de vue. Bonheur soudain, intense, immense. La joie parcourait le fleuve vibrant qui déferlait en vagues ininterrompues. Il en venait de partout. Du boulevard Saint-Germain, de la rue de Rivoli, de la Madeleine, des quais... Impossible, évidemment, de rejoindre la banderole de l'UJP nationale, et son président Robert Grossmann, le courant qui descendait l'avenue l'avait déjà emporté, lui et la grande banderole « La révolution avec de Gaulle » qui servit en quelque sorte de contre-chant à la chorale gauchiste. À plus forte raison, il eût été exclu que mon petit groupe de Sciences Po puisse rejoindre la tête de l'interminable cortège où, sur une

rangée, s'alignaient en rang d'oignon aux côtés d'André Malraux des députés gaullistes ceints de leur écharpe, mais sans banderole ni calicots comme les dignitaires de la CGT lorsqu'ils défilent.

Foule énorme, compacte, heureuse, déployée à perte de vue sous une forêt de drapeaux, d'oriflammes, de pancartes. Gens de tous âges, de toutes conditions mêlées, de tous quartiers et de toute la banlieue. Des transistors collés à l'oreille. Jeunes en grand nombre. La houle s'écoulait interminablement dans l'avenue triomphale. Elle faisait avec la main le V de la victoire, chantait *La Marseillaise*, clamait dans un brouhaha tonitruant et bon enfant : « Non au chaos ! », « Vive de Gaulle ! » « Mitterrand, c'est râpé ! » Comme pendant l'apothéose du 26 août 1944, où l'on descendit les Champs-Élysées, mais cette fois-là sans le Grand Charles en tête du cortège, un million de personnes défila de longues heures durant de l'Obélisque à l'Étoile, Europe 1 annonçant, vrai de vrai, en fait, faux de faux, qu'il y avait peu de monde ! La joie était manifeste, la fougue collective, l'enthousiasme populaire, spontané, puissant, patriotique, ça réchauffait le cœur. L'agglomérat gigantesque exultait sa sainte colère contre le chaos, réclamait la reprise du travail, encourageait de Gaulle. En contrepartie, le moral des incendiaires de la rue Cujas était au plus bas. Un opportuniste fameux tenta sa chance, François

Mitterrand. Il était venu se montrer à Sciences Po et se voyait déjà président de la République. Pierre Mendès France fut plus discret. Il se contenta d'une présence muette à un rassemblement syndical au stade Charléty. L'avenir politique de ces deux chevaux de retour alors en prit un sacré coup, pour toujours pour de dernier, pour longtemps pour l'autre.

Décidément, le peuple de France n'était pas du côté des émeutiers. Interloqués, les contestataires écumaient de rage après le défilé grandiose. Certains étaient prêts à en découdre. Je m'en aperçus quand nous revînmes en voiture en klaxonnant et en hurlant comme un soir de victoire du PSG, drapeau tricolore tendu hors de la fenêtre, puis sagement replié et planqué dans la voiture quand, sans mot dire, nous passâmes boulevard Saint-Germain. Les chevelus qui traînaient là jugèrent notre manifestation « répugnante » (*sic*). Désarçonnés, dépités, défaits, ils palpitaient de désolation et de fureur. Leur rêve de Révolution et de Grand soir venait de prendre un coup mortel en cette fin de bel après-midi chaleureux, convivial et patriotique.

Soit remarqué en passant, c'était bien la peine de prôner la Révolution pour finir sa carrière, comme l'une des vedettes du Mouvement, Alain Geismar. On le nomma dans un boulot sans risques, peinard et bien payé, inspecteur général de l'enseignement. La fonction

consiste à faire des inspections qui ne servent à rien d'autre qu'à occuper ceux qui les mènent, à rédiger des rapports que personne ne lit, et à perdre son temps en réunions aussi interminables qu'inutiles !

Je n'aurai garde d'oublier le dénouement de la triste affaire commencée à Nanterre. Le général de Gaulle décida de dissoudre l'Assemblée nationale. Marquant leur désapprobation des événements quasi insurrectionnels de mai, les Français votèrent massivement aux élections législatives de juin pour les candidats se réclamant de la majorité présidentielle. Aussi envoyèrent-ils au Palais Bourbon un nombre considérable de députés gaullistes formant une Chambre bleu horizon comme jamais.

Au fait, comme aurait dit Rutebeuf, que sont mes compagnons devenus ? Quelle carrière ont eu les membres du Comité de libération de Sciences Po ? Reçu à l'ENA avant moi, Jean-Marc de la Sablière deviendra ambassadeur, puis représentera la France au Conseil de sécurité de l'ONU. Énarque également, Jacques-André Troesch deviendra administrateur civil comme moi à Bercy avant de terminer sa carrière conseiller maître à la Cour des comptes. Alain Baumann sera directeur chez Peugeot, Lassus dirigera une association importante, Christian Philip, occupera une chaire à l'Université,

Henri Josseran sera chef d'entreprise, et Christian Tremblay haut fonctionnaire de la ville de Paris.

À la rentrée de septembre eut lieu un événement qui fut pour nous, les responsables de l'UJP, le sommet de l'apothéose. Robert Grossmann avait sollicité et obtenu une audience à l'Élysée. Pour témoigner sa reconnaissance pour l'action que nous menions en sa faveur, le président de la République accepta de recevoir notre petite délégation. L'audience nous fut accordée en octobre. Le chef du protocole avait communiqué nos noms dans l'ordre de notre présentation au général de Gaulle, qui avait une mémoire d'éléphant. Nous étions une douzaine, placés les uns derrière les autres, par ordre décroissant d'importance, Robert en tête, suivi du vice-président, Jean-Paul Fasseau, puis le secrétaire général, Paul Aurelli. Je me trouvai en queue de la file. Or, par oubli de la consigne implicite de ne pas changer de place pendant la longue et fébrile attente toute d'émotion palpitante — on l'eût été à moins — avant d'entrer dans le bureau du Général, j'intervertissais ma place avec un membre du bureau national, Gérard Barthelaix, chargé des relations internationales au sein de notre mouvement ; ce malheureux mourra quelque temps plus tard dans un accident d'hélicoptère en Côte d'Ivoire. Ma distraction eut pour conséquence que

lorsque de Gaulle me serra la main, il me dit « Bonjour, Gérard Bartheleix ». Dans l'instant, je fus comme en extase devant la Sainte Vierge, mes camarades aussi. Je fus plus qu'ému, impressionné, paralysé, tétanisé, pétrifié, plus qu'emprunté, carrément godiche et à un point tel que j'en restai baba, soufflé, muet, aphone, mutique. Moi qui suis d'habitude bien causant, prolix et même, prétendent mes détracteurs, parfois trop bavard, je ne me serais donc pas vu répondre :

— Non, mon Général, moi, c'est Alfred Gilder !

Gérard Bartheleix fut ensuite tout aussi respectueux, diplomate et silencieux quand de Gaulle lui tendit la main et l'appela de mon nom.

Au fait, pourquoi étions-nous reçus à l'Élysée ? Qu'avions-nous à demander au Général ou alors qu'avait-il à nous dire ?

Eh bien voici : Robert Grossmann exposa au chef de l'État une humble requête. Il émit le vœu que l'Homme du 18 juin veuille s'adresser à la jeunesse de France déboussolée par la tempête gauchiste. Il proposa que de Gaulle montre à la génération montante la voie à suivre. Le personnage entré vivant dans la légende refusa d'accéder à notre supplique. En vérité, nous eûmes tort de formuler cette demande. Car jamais de Gaule ne fit de discours adressé à une catégorie particulière de Français, encore moins d'allocutions « ciblées » et démagogiques pour flatter telle ou telle

portion de l'électorat. Il ne s'adressait jamais qu'au peuple tout entier. Le chef de l'État nous répondit avec une onctueuse gentillesse. Il employa un argument contendant dont les mots restent à jamais gravés dans ma mémoire. Il nous dit calmement ceci :

— Vous ne pensez tout de même pas que celui qui créa la France Libre se mette à imiter les terribles dictateurs qu'ils avait combattus et qui enrôlèrent à leur service les *Hitler Jugend*, les *Ballila* ou les *Komsomolsk* ! Pas question après ça de revenir à la charge.

L'année suivante, nos Assises virent une autre apothéose. Elles eurent lieu à Strasbourg du 11 au 13 avril, au parc des expositions. Le Wacken était plein à craquer, la foule joyeuse, l'ambiance délirante : 5 000 congressistes. Spectacle grandiose. Au milieu des ovations, des cris de joie, des tambours, des clairons, des binious, il n'y manquait que des corps de chasse et coups de clairon, la salle était unie comme un chœur antique jouant un rôle majeur dans la pièce strasbourgeoise. Notre contempteur attitré du *Monde*, Pierre Vianson-Ponté du *Monde* — lui qui avait écrit « Un jeune gaulliste ça n'existe pas » — en était effondré.

Cela se passait deux semaines avant le référendum du 27 avril. La votation à venir allait avoir pour objet la création des régions et la rénovation du Sénat. Pour ce scrutin, nous avons distribué des dizaines de milliers de

tracts et collé des tonnes d'affiches. En vain. Le non l'emporta avec 54,2 % des voix. Le « oui mais » de Giscard d'Estaing avait poussé l'électorat centriste à voter contre la réforme, qui eût été utile au pays. Cela étant, la régionalisation se fit après de Gaulle. Reste à faire la suppression de l'inutile et coûteux Conseil économique et social fusionné avec le Sénat, que proposait le référendum, l'eût permise.

Estimant que les Français désavouaient sa politique, de Gaulle décida le soir même de « cesser d'exercer ses fonctions, à minuit ». Alors, une page de l'Histoire se tourna : elle fut grande. Indifférente à notre tristesse, la presse moqueuse nous avait traité de Marie-Louise⁹ du régime. Tous les Français qui aimaient le Général étaient également peïnés, en particulier ceux que des journaliers nommaient les *godillots*. Pauvres imbéciles ! Les godillots, c'est du solide : avec, on marche bien et loin, pour faire route, nous eux comme eux avec de Gaulle. L'opposition manifestait sa joie, elle exultait même. *Le Monde* aussi, qui n'avait cessé, depuis 1958 de pisser du vinaigre sur « l'homme qui fut la France », comme l'appela si bien Romain Gary.

Ce journal dénigrait le fondateur de la Ve République. Son patron, Hubert Beuve-Méry ne loupait

⁹ Prénom de l'impératrice qui signa à Dresde, en 1813, le *senatus-consulte* (décret) convoquant 130 000 conscrits, ces jeunes recrues étant pour la plupart novices dans l'art de la guerre.

aucune occasion de donner libre cours à son hostilité au chef de l'État. Mais ses critiques viscérales faisaient rire le Général quand ils les lisaient. Beuve-Méry manqua tout autant de clairvoyance sur Adolf Hitler. Il ne cacha guère son admiration pour le « nouvel empire allemand qui prétend à l'hégémonie en Europe et peut-être dans le monde entier », une « gigantesque entreprise » dont il énumérait les principales caractéristiques : « la discipline, le travail, le sens de l'organisation, l'audace et la volonté de grandeur de tout un peuple ». Il ajouta : « l'Allemagne nationale-socialiste peut hisser fièrement le drapeau rouge à la croix gammée sous lequel elle a marché de victoire en victoire depuis cinq ans ». Et Beuve Méry formula ce pronostic : « Sauf catastrophe extérieure ou effondrement interne toujours possible, un avenir grandiose, l'avenir qu'annonçaient tous les pangermanistes, semble s'ouvrir devant l'Allemagne. [...] Avant de dégénérer et vraisemblablement de sombrer dans le mensonge, la corruption et la cruauté, il aura contribué à redonner aux hommes le goût de la vie et le courage du sacrifice, le sens d'une certaine solidarité et d'une certaine grandeur. [...] Il n'est pas trop tard pour préparer, par-delà les rêves plus ou moins réalisés du chancelier Hitler, l'avènement d'une Europe plus unie et plus juste. » Cet hommage, Beuve-Méry l'écrivit cela dans *Vers la plus grande Allemagne* en 1939 ! Son biographe qualifie cette analyse de

« quête d'une synthèse alliant la démocratie et l'ordre, le « primat de l'homme et l'efficacité, la morale et l'action. »¹⁰ Elle valut à Beuve Méry d'être invité à dîner à Berlin en compagnie de Goebbels et de Himmler.

Eh bien, ce quotidien prétendument sérieux et objectif affirma : « Un jeune gaulliste, ça n'existe pas », il aurait pu ajouter qu'elle n'existe pas plus que « la fourmi de dix-huit mètres de long avec un chapeau sur la tête », chère à Robert Desnos. Or, surprise, étonnement, bonheur : 5 000 militants de notre mouvement vinrent à Strasbourg. Les délégués agitaient leurs écriteaux : Auvergne, Aquitaine, Béarn, Corse, Seine Saint-Denis... Ambiance du tonnerre, joyeuse, festive et survoltée. Ferveur maximale. Enthousiasme et exaltation portés à leur point d'incandescence. Même le très aristocratique premier ministre d'alors, qui était froid comme une anguille, Maurice Couve de Murville — que je surnommais Cuve de la Myrtille — et que la salle survoltée salua avec d'interminables « Maurice ! Maurice ! » fit lever la salle comme s'il était une rock-star lorsqu'il énuméra l'une après l'autre les trois lettres du sigle de notre mouvement : U !... J !... P !... : à chacune qu'il prononçait, toute la salle se levait et poussait des hurrahs si forts qu'on devait les entendre à l'autre bout de la ville. Pendant les quarante-heures que dura notre

¹⁰ Cf. Laurent Greilsamer, *Hubert Beuve-Méry*, Fayard, 1990.

congrès, les personnalités du mouvement adulte se succédèrent à la tribune, deux jours durant. Elles prirent un vif plaisir à être parmi nous, heureuses que la relève soit assurée demain... à condition qu'on ne les remplace pas trop vite, heureuses aussi de prendre le micro. Trois jours durant, ce fut non pas un *seul-en-scène* mais une superproduction ! Les ténors étaient là : Georges Pompidou, Michel Debré, André Malraux, les deux Maurice : Couve de Murville et Schumann, et Robert Poujade. Tous furent applaudis à tout rompre. Ils le méritaient : c'étaient des hommes d'État comme on en voit plus.

Le matin du deuxième jour, j'eus l'insigne honneur d'intervenir avant Malraux. Je fis vibrer la salle en traitant les gauchistes de révolutionnaires en peau de lapin. Dans *L'Appel du gaullisme*, où il évoque l'épopée de l'UJP, Robert Grossmann écrit : « Alfred Gilder fit une analyse critique du gauchisme ». Mon texte parut dans le livre-souvenir de nos Assises. Puis Malraux intervint. Fulgurant comme à son habitude, il disserta sur le caractère non pas tragique mais dérisoire des événements du printemps 1968. Pour la circonstance il nous lança une de ses formules géniales, ramassées : « Si ce n'est pas la première fois que des étudiants s'insurgent, c'est peut-être la première fois que les adultes s'aplatissent. »

Voilà donc mon « vécu » et mon « ressenti ».
L'écrire m'a fait du bien et fait revivre.